

**L'agglo Foix-Varilhes**  
Conseil communautaire du 13 décembre 2023

**Procès-verbal**

Ordre du jour :

2023/169	Assemblée	Commission locale d'évaluation des charges transférées - modification de la composition
2023/170	Assemblée	Désignation d'un(e) délégué(e) suppléant(e) au Syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale de la Vallée de l'Ariège
2023/171	Assemblée	Désignation d'un(e) délégué(e) titulaire de L'agglo Foix-Varilhes au Pôle d'équilibre territorial et rural de l'Ariège
2023/172	Assemblée	Désignation d'un(e) délégué(e) titulaire au Symar Val d'Ariège
2023/173	Assemblée	Désignation d'un(e) délégué(e) titulaire et d'un(e) délégué(e) suppléant de L'agglo Foix-Varilhes au Syndicat mixte de collecte et de traitement des ordures ménagères du Plantaurel
2023/174	Assemblée	Modification de la composition de la commission thématique Mobilités
2023/175	Développement territorial	Approbation du bilan à mi-parcours et des nouvelles orientations du projet de territoire <i>Agglo 2026, un projet pour notre territoire</i>
2023/176	Finances	Adoption du règlement budgétaire et financier
2023/177	Finances	Adhésion à l'Agence France Locale (AFL) – Société Territoriale
2023/178	Finances	Budget principal – budget 2023 : décision modificative n°1
2023/179	Finances	Budget annexe Zones d'activités économiques – décision modificative n°1 pour 2023
2023/180	Finances	Budget principal pour 2023 – autorisations de programme et crédits de paiement
2023/181	Finances	Budget annexe zones d'activités économiques pour 2023 – autorisation d'engagement et crédits de paiement
2023/182	Finances	Budget principal – autorisation donnée au président pour engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif pour 2024
2023/183	Urbanisme	Nouveau débat portant sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables dans le cadre de l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Varilhes suite à des modifications mineures
2023/184	Travaux	Construction d'une résidence autonomie - attribution du marché public de travaux
2023/185	Travaux	Aménagement d'un giratoire sur la zone économique de Peysales à Foix - attribution du marché public de travaux
2023/186	Travaux	Rénovation de la salle omnisports de L'agglo à Ferrières - attribution du marché public de travaux
2023/187	Travaux	Réhabilitation de la médiathèque de L'agglo à Foix - attribution du marché de maîtrise d'œuvre
2023/188	Travaux	Aménagement d'un quai de bus sur la zone de Peysales – déplacement d'un candélabre par le SDE 09
2023/189	Tourisme	Modification de la liste des sentiers à rayonnement intercommunal
2023/190	Culture	Ludothèque - modification des tarifs

2023/191	Culture	Réseau de lecture - instauration de tarifs pour défaut de restitution ou détérioration d'un document emprunté
2023/192	Culture	Conservatoire de musique et théâtre - fixation du tarif "parcours direction d'orchestre"
2023/193	Culture	Centre culturel Olivier Carol - modification des tarifs et redevances de mise à disposition des salles
2023/194	Mobilités	Convention de délégation de compétence d'organisation des transports entre la Région Occitanie et L'agglo Foix-Varilhes - avenant n°3
2023/195	Mobilités	Convention dispositif gratuit transports avec le Conseil départemental
2023/196	Sport	Centre aquatique - tarif de l'intervention d'un maître-nageur auprès des écoles
2023/197	Enfance	Modification des tarifs pour les séjours hiver 2024 organisés dans le cadre des accueils de loisirs extrascolaires
2023/198	Enfance	Modification des tarifs 2024 des accueils de loisirs extrascolaires et périscolaires du mercredi après midi
2023/199	Ruralité	Attribution d'un fonds de concours à la commune de Baulou au titre du fonds de soutien à la ruralité
2023/200	Ruralité	Attribution d'un fonds de concours à la commune de Ganac
2023/201	Ruralité	Approbation de la modification des statuts du groupement syndical forestier de l'Artillac
2023/202	Ressources humaines	Autorisation de signature de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale - approbation du plan d'actions
2023/203	Ressources humaines	Mise en place d'un régime d'astreintes aux fins des besoins du service transports scolaires
2023/204	Ressources humaines	Création d'un poste d'instructeur-gestionnaire des autorisations d'urbanisme, relevant du cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux, à temps complet
2023/205	Ressources humaines	Création d'un poste de responsable des bibliothèques, relevant du cadre d'emploi d'animateur territorial, à temps complet
2023/206	Ressources humaines	Création d'emplois pour avancements de grades d'agents titulaires pour l'année 2024

Nombre de membres en exercice : 70

Membres présents : 44

Membres représentés : 12

Votants : 56

Par suite d'une convocation en date du 7 décembre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix-Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin.

**Présents :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Michel Mabillot (Crampagna), Véronique Mangematin (Dalou), Francis Authié (Foix), Marine Bordes (Foix), Morgane Pommiès (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Monique Gonzalès (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié

(Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard représenté par son suppléant Antoine Cortes (Saint-Félix-de-Rieutord), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), André Laurent (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

#### **Absents et représentés :**

Raymond Fis (Coussa) procuration à Yves Marcerou  
Paul Hoyer (Ferrières) procuration à Pierre Ville  
Mina Achary (Foix) procuration à Monique Gonzalès  
Jean-Paul Alba (Foix) procuration à Francis Authié  
Jérôme Azéma (Foix) procuration à Michel Tartié  
Jean-François Gavelle (Foix) procuration à Florence Rouch  
Chloé Dallidet (Foix) procuration à Marcel Lopez  
Anne-Sophie Tribout (Foix) procuration à Philippe Fabry  
Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel) procuration à Danielle Carrière  
Auréli Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux  
Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Paul Cayrol  
Martine Esteban (Varilhes) procuration à Patrick Eychenne

#### **Absents :**

Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Norbert Meler (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Françoise Fernandez (Montoulieu), Philippe Watremez (Pradières), Michel Authié (Rieux-de-Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Nicole Mouchague (Varilhes), Julie Van Molle (Varilhes), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30.

Le président propose la désignation de Monique Gonzalès comme secrétaire de séance. Elle est élue secrétaire de séance.

Le procès-verbal du conseil communautaire du 8 novembre 2023 est adopté à l'unanimité.

Le président rend compte des décisions prises sur le fondement de la délégation consentie par le conseil communautaire.

## **DÉLIBÉRATIONS ADOPTÉES**

### **1. Assemblées / Commission locale d'évaluation des charges transférées - modification de la composition**

Rapporteur : le président

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 1609 nonies C du code général des impôts ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 22 février 2017 portant création de la commission locale d'évaluation des charges transférées (Clect) et déterminant sa composition ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 26 mai 2021 portant désignation des représentants à la Clect ;

Vu la délibération du conseil municipal de Saint-Jean-de-Verges du 27 octobre 2022 désignant :

- Loïc Yvon et Corinne Gayrard en qualité de membres titulaires de la Clect
- Joëlle Sabatier et Julie Cuminetti en qualité de membres suppléants de la Clect ;

Vu la démission d'Alban Alozy représentant la commune de Ventenac en qualité de membre suppléant de la Clect en date du 30 juin 2023 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Ventenac du 11 septembre 2023, désignant :

- Jacques Lucat en qualité de membre titulaire de la Clect

- Serge Rumeau en qualité de membre suppléant de la Clect ;
- Vu le décès de Serge Guézennec représentant la commune de Ségura en qualité de membre titulaire de la Clect ;
- Vu la délibération du conseil municipal de Ségura du 7 octobre 2023, désignant :
  - Jean-Claude Campourcy en qualité de membre titulaire de la Clect
  - Joël Pierne en qualité de membre suppléant de la Clect ;
- Vu la démission de Jacques Morell de son mandat de délégué au sein de la Clect représentant de la commune de Dalou ;
- Vu la délibération du conseil municipal de Dalou du 16 novembre 2023, désignant :
  - Michel Castagné en qualité de membre titulaire de la Clect
  - Véronique Mangematin en qualité de membre suppléant de la Clect ;
- Vu le décès d'Annabel Augustin représentant la commune de Serres-sur-Arget en qualité de membre suppléant de la Clect ;
- Vu la délibération du conseil municipal de Serres-sur-Arget du 16 octobre 2023, désignant :
  - André Laurent en qualité de membre titulaire de la Clect
  - Françoise Bauzou en qualité de membre suppléant de la Clect ;

Il est proposé :

**Article 1 : D'ACTER** la nouvelle composition la commission locale d'évaluation des charges transférées :

Communes	Titulaires	Suppléants	Délibération
Foix	Gavelle Jean-François Fromentin Thomas Canal Pascale Loszach Guy	Vlerick Nicolas Facchetti Mylène Alba Jean-Paul Portet Michèle	05-oct-20
Montgailhard	Caux Michel Barbone Elisa	Vidal Sébastien Marcerou Marie-Christine	11-sept-20 – 4-fév-22 – 9 déc 22
Rieux-de-Pelleport	Claustre Jean-Christophe Rialland Clément	Authié Michel Astie Patrick	14-sept-20
St-Paul-de-Jarrat	Tartie Michel Maury Nathalie	Hernandez Jean-Jacques Aced Philippe	29-sept-20
St-Jean de Verges	Yvon Loïc Gayard Corinne	Joëlle Sabatier Cuminetti Julie	27-oct-22
Varilhes	Fabry Philippe Lagarde Daniel	Roumieu Pierre Metge Nadine	22-sept-20
Verniolle	Bouby Annie Ghilaci Karim	Eychenne Hervé Rouby Bernard	03-sept-20
Arabaux	Dupuy Jean-Claude	Ajas Hélène	28-sept-20
Artix	Monfort Pascal	Orgeret Cyril	17-sept-20
Baulou	Bonnel Didier	Parolin-Maurette Anthony	19-sept-20
Bénac	Cayrol Paul	Roussel Olivier	24-sept-20
Brassac	Birebent Marie-Claude	Wolf Vincent	09-oct-20
Burret	Villeneuve Jean-Pierre	Beuvin Marie-Claire	18-déc-20
Calzan	Naudi Nicolas	Naudi Jean-Paul	19-mai-22
Cazaux	Carrière Danielle	Lagarde Aurélie	23-sept-20
Celles	Authié René Bernard	Puntil Maria	04-sept-20
Cos	Lazaro Michel	Gelabert Serge	11-nov-20 – 13 nov 22

Coussa	Fis Raymond	Comte Nicolas	12-fév-21
Crampagna	Manuel André	Mabillot Michel	07-sept-20
Dalou	Castagné Michel	Mangematin Véronique	16-nov-23
Ferrières-sur-Ariège	Hoyer Paul	Doumenc-Caubere Martine	12-nov-20
Ganac	Ville Pierre	Bonnefont Christian	17-sept-20
Gudas	Marcerou Yves	Lang Nathalie	09-oct-20
Le Bosc	Rodriguez Nathalie	Niol Pierre	18-fev-21
L'Herm	Vera Baby Martine	Pouech Patrick	28-sept-20
Loubens	Lassus Régis	Sabattier Florent	25-sept-20
Loubières	Belard Denis	Vignes Fabienne	09-sept-20
Malléon	Cassagnol Paulette	Cot Nicolas	31-août-20
Montégut-Plantaurel	Dekkil Alain	Martin Georges	25-nov-20
Montoulieu	Fernandez Françoise	Letard Pascal	25-avr-22
Pradières	Aubert Daniel	Rodrigues Victor	03-déc-20
Prayols	Glinka Lionel	Philip Pascal	12-sept-20
St-Bauzeil	Mirouze Jean-Pierre	Couderc Marie-Claude	12-oct-20
St-Félix-de-Rieutord	Derramond Michael	Jugniot Philippe	28-sept-20
St-Martin-de-Caralp	Pujol Jean-Louis	Fournié Bénédicte	24-sept-20
St-Pierre-de-Rivière	Rumeau Véronique	Venoux Daniel	01-sept-20
Ségura	Campourcy Jean-Claude	Pierne Joël	07-oct-23
Serres-sur-Arget	Laurent André	Bauzou Françoise	16-oct-23
Soula	Audinos Michel	Negret Didier	24-sept-20
Ventenac	Lucat Jacques	Rumeau Serge	11-sept-23
Vernajoul	Ferré Jean-Paul	Marty Claude	28-sept-20
Vira	Spriet Jean-François	Serrano Jean	09-oct-20

**Article 2 :** **D'AUTORISER** le président à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Adopté à l'unanimité**

-----

## **2. Assemblées / Désignation d'un délégué suppléant au Syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale de la Vallée de l'Ariège**

Rapporteur : le président

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2121-33 et L5211-1, et L5711-1 ;

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu les statuts du Syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale (SCoT) de la Vallée de l'Ariège ;

Considérant la démission de Jacques Morell du mandat de délégué suppléant représentant L'agglo Foix-Varilhes au syndicat mixte du SCoT ;

Il est précisé que le Syndicat mixte du SCoT de la Vallée de l'Ariège est un syndicat mixte fermé, étant constitué exclusivement de communes et d'intercommunalités.

Conformément à l'article L.5711-1 du CGCT susvisé, pour l'élection des délégués des intercommunalités dotées d'une fiscalité propre, au comité du syndicat mixte, le choix de l'organe délibérant peut porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre.

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la désignation d'un(e) représentant(e) suppléant(e) au syndicat mixte du SCoT ;

Considérant l'accord unanime de l'assemblée de procéder au scrutin public ;

Considérant les candidatures enregistrées ;

Considérant les résultats du scrutin :

- Conseillers présents ou représentés : 54
- Suffrages exprimés : 54
- Suffrages obtenus par les candidats : 54

**Article unique :** **EST DÉSIGNÉ** représentant L'agglo Foix-Varilhes au syndicat mixte du SCoT de la Vallée de l'Ariège :

- en qualité de suppléant : **Jean-Claude Castillo (Dalou)**

-----

### **3. Assemblées / Désignation d'un délégué titulaire de L'agglo Foix-Varilhes au Pôle d'équilibre territorial et rural de l'Ariège**

Rapporteur : le président

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment ses articles L2121-33 et L5211-1, et L5711-1 ;

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu les statuts du syndicat mixte du Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) de l'Ariège ;

Vu la démission de Denis Miraglia du conseil municipal de Montgailhard ;

Considérant que Denis Miraglia représentait L'agglo Foix-Varilhes au PETR en tant que déléguée titulaire ;

Il est nécessaire de procéder à la désignation d'un délégué titulaire au PETR.

Il est précisé que le PETR de l'Ariège est un syndicat mixte fermé, étant constitué exclusivement d'intercommunalités.

Conformément à l'article L.5711-1 du CGCT susvisé, pour l'élection des délégués des intercommunalités dotées d'une fiscalité propre au comité du syndicat mixte, le choix de l'organe délibérant peut porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre.

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la désignation d'un(e) représentant(e) suppléant(e) au PETR de l'Ariège ;

Considérant l'accord unanime de l'assemblée de procéder au scrutin public ;

Considérant les candidatures enregistrées ;

Considérant les résultats du scrutin :

- Conseillers présents ou représentés : 54
- Suffrages exprimés : 54
- Suffrages obtenus par les candidats : 54

**Article unique :** **EST DÉSIGNÉ** représentant L'agglo Foix-Varilhes au Pôle d'équilibre territorial et rural de l'Ariège :

- en qualité titulaire : **Michel Caux (Montgailhard)**

-----

### **4. Assemblées / Désignation d'un délégué titulaire au Symar Val d'Ariège**

Rapporteur : le président

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment ses articles L2121-33 et L5211-1, et L5711-1 ;

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu les statuts du syndicat mixte d'aménagement des rivières (Symar) Val d'Ariège ;  
Considérant la démission de Denis Miraglia du conseil municipal de Montgailhard ;  
Considérant que Denis Miraglia représentait L'agglo Foix-Varilhes au Symar Val d'Ariège en tant que délégué titulaire ;

Il est nécessaire de procéder à la désignation d'un(e) délégué(e) suppléant(e) au Symar Val d'Ariège.

Il est précisé que le Symar Val d'Ariège est un syndicat mixte fermé, étant constitué exclusivement d'intercommunalités.

Conformément à l'article L.5711-1 du CGCT, pour l'élection des délégués des intercommunalités dotées d'une fiscalité propre au comité du syndicat mixte, le choix de l'organe délibérant peut porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre.

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la désignation d'un(e) représentant(e) titulaire au Symar ;

Considérant l'accord unanime de l'assemblée de procéder au scrutin public ;

Considérant les candidatures enregistrées ;

Considérant les résultats du scrutin :

- Conseillers présents ou représentés : 54
- Suffrages exprimés : 54
- Suffrages obtenus par les candidats : 54

**Article unique : EST DÉSIGNÉ** représentant L'agglo Foix-Varilhes au Symar Val d'Ariège :

- en qualité de titulaire : **Thierry Brunet (Montgailhard)**

-----

## **5. Assemblées / Désignation d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant de L'agglo Foix-Varilhes au Syndicat mixte de collecte et de traitement des ordures ménagères du Plantaurel**

Rapporteur : le président

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2121-33 et L5211-1, et L5711-1 ;

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu les statuts du Syndicat mixte de collecte et de traitement des ordures ménagères du Plantaurel (Smectom) ;

Vu la démission de Lionel Magalhaes (commune de Montgailhard) du mandat de délégué titulaire représentant L'agglo Foix-Varilhes au Smectom du Plantaurel ;

Vu la démission de Sébastien Vidal (commune de Montgailhard) du mandat de délégué suppléant représentant L'agglo Foix-Varilhes au Smectom du Plantaurel ;

Il est précisé que le Smectom du Plantaurel est un syndicat mixte fermé, étant constitué exclusivement d'intercommunalités.

Conformément à l'article L.5711-1 du CGCT susvisé, pour l'élection des délégués des intercommunalités dotées d'une fiscalité propre, au comité du syndicat mixte, le choix de l'organe délibérant peut porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre.

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la désignation d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant au Smectom ;

Considérant l'accord unanime de l'assemblée de procéder au scrutin public ;

Considérant les candidatures enregistrées – délégué titulaire ;

Considérant les résultats du scrutin :

- Conseillers présents ou représentés : 54

- Suffrages exprimés : 54
- Suffrages obtenus par les candidats : 54

Considérant les candidatures enregistrées – délégué suppléant ;

Considérant les résultats du scrutin :

- Conseillers présents ou représentés : 54
- Suffrages exprimés : 54
- Suffrages obtenus par le candidat : 54

**Article unique : SONT DÉSIGNÉS** représentant L'agglo Foix-Varilhes, au Smectom :

- en qualité de titulaire : **Sébastien Vidal (Montgailhard)**
- en qualité de suppléant : **Thierry Brunet (Montgailhard)**

-----

## **6. Assemblées / Modification de la composition de la commission thématique Mobilités**

Rapporteur : le président

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment les articles L.2121-22, L. 5211-1 et L5211-40-1 ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération n°2021/069 du 29 juillet 2020 créant 12 commissions thématiques intercommunales ;

Vu la délibération du 10 novembre 2021 modifiant le règlement intérieur des instances institutionnelles adopté par délibération n°2020/123 du 16 décembre 2020 ;

Vu la délibération n°2021/128 du 10 novembre 2021 relative au renouvellement des membres des commissions thématiques intercommunales ;

Considérant que la capacité maximale des commissions a été fixée à 35 ;

Considérant la démission de Jacques Morell de la commission Mobilités ;

Considérant que le conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations (article L2121-21 du CGCT) ;

Il est proposé de procéder à l'élection d'un membre de la commission Mobilités.

Considérant les candidatures enregistrées ;

Considérant les résultats du scrutin ;

- Conseillers présents ou représentés : 54
- Suffrages exprimés : 54
- Suffrages obtenus par le candidat : 54

**Article unique : EST DÉSIGNÉ** membre de la commission Mobilités :

**- Julien Méric (Dalou)**

-----

*Francis Authié rejoint l'assemblée.*

-----

## **7. Développement territorial / Approbation du bilan à mi-parcours et des nouvelles orientations du projet de territoire Agglo 2026, un projet pour notre territoire**

Rapporteur : le président

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la loi d'orientation et d'aménagement durable du territoire du 25 juin 1999 qui reconnaît la notion de projet de territoire et venant renforcer la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire du 4 février 1995 ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire* ;

Vu le projet de territoire *Agglo 2026, un projet pour notre territoire* et notamment l'axe 4 « Cohésion et solidarités territoriales », l'objectif 45 « créer les conditions d'un



développement équilibré et équitable du territoire », l'action 107 « suivre et évaluer le projet de territoire dans une logique d'amélioration continue » ;

Feuille de route stratégique et opérationnelle de L'agglo pour la période 2021-2026, le projet de territoire détermine les modalités de l'action intercommunale à travers une vision partagée du développement et de l'aménagement du territoire. La réalisation du bilan à mi-parcours, décidée dès son élaboration, s'inscrit dans un contexte climatique et économique particulier qui amène à plusieurs constats :

- Face à l'urgence climatique : la nécessité de renforcer et d'accélérer l'engagement de L'agglo dans la transition écologique.
- Face à la hausse du coût de l'énergie, au contexte économique mondial et aux différentes mesures nationales qui ont grevé le budget des collectivités et des intercommunalités : la nécessité de requestionner les moyens à mettre en œuvre dans la poursuite du projet de territoire.

La méthodologie mise en place a permis de réunir élus, agents et Codev dans le cadre de différentes instances de travail (bureau communautaire, commissions, comité de direction, groupes de travail, plénière du Codev) autour d'un outil d'analyse qui décline l'ensemble des 290 sous-actions du projet de territoire et leurs indicateurs de lecture, avec l'objectif d'étudier l'état d'avancement du projet et de travailler sur ses perspectives à travers la réalisation :

- De l'état des lieux de l'avancement des actions entre 2021 et 2023 selon une classification (non engagé, en cours, achevé, abandonné) et les perspectives de réalisation pour la période 2024-2026.
- L'analyse du niveau d'impact environnemental des actions au regard d'une grille d'indicateurs.
- L'ajout de nouvelles actions en lien avec les compétences de L'agglo ou les décisions antérieures intervenues au cours du mandat.
- Le bilan financier des investissements réalisés et des recettes perçues entre 2021 et 2023 et les perspectives d'investissements et de recettes pour la période 2024-2026.

Les résultats des travaux indiquent que le projet de territoire affiche un taux de réalisation de 80% (actions achevées et en cours) au 31 décembre 2023 :

- 233 sous-actions ont été réalisées ou sont en cours de réalisation.
- 13,4 millions d'euros ont été investis.
- 6,5 millions d'euros de recettes ont été perçues (subventions, FCTVA, participation des communes pour les travaux de voirie délégués).
- 14 sous-actions ont été abandonnées pour les raisons suivantes : évolution du projet, contraintes réglementaires, absence d'ingénierie dédiée, absence de faisabilité, absence de caractère prioritaire au regard des contraintes budgétaires, volonté de préserver le foncier disponible.
- 16 nouvelles sous-actions ont été identifiées et viennent compléter le projet de territoire ; 10 ont déjà démarré et 6 seront lancées dès 2024.
- 11 sous-actions sont reportées au-delà de 2026 en raison de la nécessaire priorisation et redéfinition des sous-actions au regard des contraintes budgétaires, en raison d'une temporalité inadaptée ou encore dans l'attente de cofinancements.

Les perspectives d'investissements pour la période 2024-2026 s'élèvent à plus de 27 millions d'euros et 12,9 millions d'euros de recettes (subventions, FCTVA, participation des communes le cas échéant). Certaines dépenses restent encore à évaluer et des arbitrages seront nécessaires en fonction du niveau de subventions obtenu et de la capacité d'autofinancement de L'agglo.

Par ailleurs, les perspectives démontrent un plus fort engagement en matière de transition écologique dans les actions restant à réaliser. Ainsi, en 2021, 47% des actions présentaient un impact positif sur l'environnement contre 64% à compter de 2024. Les travaux relatifs au bilan à mi-parcours et l'animation et le suivi du contrat d'objectifs territorial (COT) avec l'Ademe convergent vers un projet de territoire plus vertueux.

Le président donne la parole à François Fornero, directeur général des services et Stéphanie Braquet, directrice du pôle développement et cohésion territoriale. Ils présentent la synthèse du bilan à mi-parcours du projet de territoire en appui du document présenté en séance.

Le président salue le travail effectué par les élus et les techniciens. 80% des actions du projet de territoire sont engagées. Le bilan du projet a permis de travailler sur l'impact des actions en matière de transition écologique.

André Péchin est satisfait du bilan à mi-parcours et des progressions envisagées en ce qui concerne la prise en compte des enjeux de transition écologique dans la mise en œuvre des actions à venir, face à l'urgence climatique qu'on ne peut ignorer. Quel que soit le domaine, il a un impact sur l'écologie, toutefois aucune action néfaste n'a été relevée lors du bilan. Enfin, il demande pourquoi la proposition de diagnostic énergétique n'a pas été étendue à tous les bâtiments communaux ?

Le président explique que les élus ont interpellé le préfet face à leur responsabilité en matière de logement communaux qui demandent des rénovations énergétiques importantes. Face aux difficultés financières des communes, le préfet a proposé de dé plafonner les conditions de financement des logements communaux sociaux lorsqu'ils sont rénovés. L'agglo souhaite accompagner les communes en réalisant ce diagnostic énergétique des logements communaux sociaux et non sociaux car il existe un enjeu à la fois social, avec une forte demande en logements sociaux, et réglementaire, car les logements n'étant pas classés selon l'étiquette réglementaire ne pourront plus être loués.

En réponse à la question d'André Péchin, Florence Rouch rappelle qu'il existe déjà un accompagnement technique sur la rénovation énergétique des bâtiments communaux par l'intermédiaire du conseiller en énergie partagé, qui réalise des diagnostics énergétiques et accompagne les communes volontaires dans la réalisation des travaux.

Il est proposé :

**Article 1 : D'APPROUVER** le bilan à mi-parcours et des nouvelles orientations du projet de territoire *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*.

**Article 2 : D'AUTORISER** le président à communiquer sur le bilan à mi-parcours du projet de territoire auprès des partenaires locaux et des habitants.

**Adopté à l'unanimité**

-----

## **8. Finances / Adoption du règlement budgétaire et financier**

Rapporteur : Paul Cayrol

Vu le code général des collectivités territoriales, en particulier ses dispositions financières et comptables ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs, et par extension aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif ;

Vu la délibération du conseil communautaire de L'agglo Foix-Varilhes n°2023/159 du 8 novembre 2023 portant adoption du référentiel M57 à compter de l'exercice 2024 ;

Considérant que l'option pour la nomenclature M57 nécessite l'adoption d'un règlement budgétaire et financier, avant la première décision budgétaire de l'exercice ;

Considérant que le règlement budgétaire et financier formalise et précise, pour L'agglo Foix-Varilhes, les principales règles de gestion budgétaire et financière qui résultent du code général des collectivités territoriales et des différentes réglementations et instructions budgétaires et comptables applicables ; qu'il définit notamment les règles internes de gestion propres à L'agglo dans le respect des textes énoncés et conformément à l'organisation de ses services ;

Considérant la présentation faite en séance du projet de règlement budgétaire et financier ;

Il est proposé :

**Article 1 : D'APPROUVER** le règlement budgétaire et financier de L'agglo Foix-Varilhes, applicable à compter de l'exercice 2024 et pour la durée de la mandature.

**Article 2 : DE PRÉCISER** les principales règles budgétaires et comptables applicables à compter de l'exercice 2024 :

- Le conseil communautaire présente son budget par nature, complété d'une présentation croisée par fonction, et le vote par chapitre pour chacune des sections de fonctionnement et d'investissement.
- Le conseil communautaire autorise le président à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.
- Le régime des provisions est semi-budgétaire.
- Le seuil en-deçà duquel le rattachement d'une dépense n'est pas réalisé est fixé à 500 € TTC.
- Les biens de faible valeur (inférieure à 1 000 €) ou dont la consommation est très rapide s'amortissent sur un an (biens imputés sur un compte amortissable).
- Les plans d'amortissement en cours à la date de l'adoption du présent règlement peuvent être poursuivis à l'identique jusqu'à l'amortissement complet des biens concernés.
- L'amortissement est linéaire, et s'effectue au prorata temporis, à compter de la date de mise en service du bien ; par défaut, la date d'émission du mandat est retenue comme date de mise en service.
- Par dérogation, l'amortissement peut être comptabilisé en année pleine pour les biens de faible valeur (cf. seuil ci-dessus), et les biens acquis par lot (fonds documentaire...), à partir de l'exercice suivant leur acquisition.
- Les subventions d'équipement ou fonds de concours versés sont amortis sur un an, en année pleine, à compter de l'exercice qui suit leur acquisition ; la dotation aux amortissements correspondante est ensuite neutralisée totalement au cours du même exercice, par opération d'ordre budgétaire.
- Les subventions d'équipement perçues pour des biens amortissables sont reprises au compte de résultat sur la même durée d'amortissement que celle des biens qu'elles ont financés.
- Les immobilisations reçues à disposition ou en affectation sont amorties selon les mêmes modalités que les immobilisations détenues en propre.
- Les durées d'amortissement des immobilisations acquises à partir du 1er janvier 2024 sont indiquées par typologies de biens dans le tableau joint en annexe.

**Article 3 : D'AUTORISER** le président à engager toute démarche et à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

**Adopté à l'unanimité**

-----

## **9. Finances / Adhésion à l'Agence France Locale (AFL) – Société Territoriale**

Rapporteur : Paul Cayrol

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment ses articles L. 1611-3-2 et D. 1611-41 ;

Vu le livre II du code de commerce ;

Vu la note explicative de synthèse sur l'adhésion soumise à délibération visée au 3° de l'article D. 1611-41 du CGCT et précisant l'effectivité du respect des critères mentionnés à ce même article D. 1611-41 du CGCT, figurant en annexe ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2023/046 du 5 avril 2023 relative à l'adoption du budget primitif du budget principal pour 2023, et la délibération du 13 décembre 2023 portant décision modificative du même budget ;

Considérant que le budget 2023 prévoit la souscription d'emprunt en section d'investissement, afin de financer les opérations du projet de territoire, et particulièrement la construction de l'extension du pôle de services de L'agglo à Foix ;

Considérant que parmi les établissements de prêt sollicités, l'Agence France Locale présente la particularité d'être détenue par les entités du bloc local (régions, départements, communes et intercommunalités), uniques clientes, en vue de sécuriser et optimiser leur accès au crédit (financement sur le marché obligataire et émission de prêts adossés à la garantie des membres) ; que l'adhésion à la SA AFL - Société Territoriale constitue un préalable à la signature de tout contrat de crédit ;

Considérant que cette prise de participation en capital est calculée sur la base du poids économique de L'agglo au sein de la Société Territoriale, en retenant le montant le plus élevé entre 0,9 % de l'encours de dette et 0,3 % des recettes réelles de fonctionnement de l'exercice n-2 ; que cet apport en capital initial s'élevant à 79 800 € peut être versé en une, trois ou cinq annuités ;

Après avoir constaté que l'AFL - Société Territoriale respecte effectivement les critères mentionnés à l'article D. 1611- 41 du code général des collectivités territoriales ;

Le président explique le choix de l'adhésion à l'Agence France Locale, qui permet de mutualiser les capitaux versés par les collectivités et de redistribuer entre autres les fonds sous formes de prêts bancaires. Les taux d'intérêt ayant subi une forte augmentation, l'AFL permet d'accéder à des taux plus intéressants que sur le marché bancaire actuel.

Il est proposé :

**Article 1 :** **D'APPROUVER** l'adhésion de L'agglo Foix-Varilhes à l'Agence France Locale - Société Territoriale.

**Article 2 :** **D'APPROUVER** la souscription d'une participation au capital de l'Agence France Locale - Société Territoriale d'un montant global de 79 800 € (apport en capital initial) de L'agglo Foix-Varilhes, établi sur la base des comptes de l'exercice 2021 :

- En incluant le budget principal : oui
- En excluant les budgets annexes suivants : aucun
- En incluant les budgets annexes suivants : tous
- Sur la base des recettes réelles de fonctionnement 2021 (26 567 420 €)

**Article 3 :** **D'AUTORISER** l'inscription de la dépense correspondant au paiement de l'apport en capital initial au chapitre 26 du budget de L'agglo Foix-Varilhes.

**Article 4 :** **D'AUTORISER** le président à procéder au paiement de cette participation au capital de l'Agence France Locale - Société Territoriale et selon les modalités suivantes : paiement en trois fois sur les exercices 2023, 2024 et 2025 :

- Année 2023 : 26 600 €
- Année 2024 : 26 600 €
- Année 2025 : 26 600 €

**Article 5 :** **D'AUTORISER** le président à signer le contrat de séquestre si ce compte devait être ouvert pour le versement des tranches d'apport en capital.

**Article 6 :** **D'AUTORISER** le président à signer l'acte d'adhésion au pacte d'actionnaires.

**Article 7 :** **D'AUTORISER** le président à prendre et/ou signer tous les actes et documents nécessaires à l'adhésion et à la participation de L'agglo Foix-Varilhes à l'Agence France Locale - Société Territoriale.

**Article 8 :** **DE DÉSIGNER** Thomas Fromentin en sa qualité de président et Paul Cayrol en sa qualité de vice-président aux finances en tant que représentants titulaire et suppléant de L'agglo Foix-Varilhes à l'assemblée générale de l'Agence France Locale - Société Territoriale.

**Article 9 :** **D'AUTORISER** le représentant titulaire de L'agglo Foix-Varilhes ou son suppléant à accepter toutes autres fonctions qui pourraient leur être confiées dans le cadre de la représentation au sein du Groupe Agence

France Locale (conseil d'administration, présidence, vice-présidence, membres titulaires ou suppléants des éventuelles commissions d'appels d'offres, conseil de surveillance, conseil d'orientation, etc.), dans la mesure où ces fonctions ne sont pas incompatibles avec leurs attributions.

**Article 10 :** **D'OCTROYER** une garantie autonome à première demande de L'agglo Foix-Varilhes dans les conditions suivantes aux titulaires de documents ou titres émis par l'Agence France Locale (les bénéficiaires) :

- Le montant maximal de la garantie pouvant être consenti pour chaque exercice du mandat est égal au montant maximal des emprunts que L'agglo Foix-Varilhes est autorisée à souscrire pour chaque exercice.
- La durée maximale de la garantie correspond à la durée du plus long des emprunts détenus par L'agglo Foix-Varilhes auprès de l'Agence France Locale augmentée de 45 jours.
- La garantie peut être appelée par chaque bénéficiaire, par un représentant habilité d'un ou de plusieurs bénéficiaires ou par la Société Territoriale.
- Si la garantie est appelée, L'agglo Foix-Varilhes s'engage à s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé, dans un délai de cinq jours ouvrés.
- Le nombre de garanties octroyées par le président sera égal au nombre de prêts souscrits auprès de l'Agence France Locale dans la limite des sommes inscrites au budget primitif de référence, et sous réserve que le montant maximal de chaque garantie soit égal au montant tel qu'il figure dans l'engagement de garantie.

**Article 11 :** **D'AUTORISER** le président ou son représentant, pendant son mandat, à signer le ou les engagements de garantie pris par L'agglo Foix-Varilhes, dans les conditions définies ci-dessus, conformément au modèle présentant l'ensemble des caractéristiques de la garantie et figurant en annexe.

**Article 12 :** **D'AUTORISER** le président pendant la durée de son mandat à :

- Prendre et/ou signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la garantie autonome à première demande accordée par L'agglo Foix-Varilhes aux créanciers de l'Agence France Locale bénéficiaires des garanties.
- Engager toutes les procédures utiles à la mise en œuvre de ces actes et documents.

**Article 13 :** **D'AUTORISER** le président à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**Adopté à l'unanimité**

-----

Le président profite du sujet des finances, pour aborder et expliquer le litige qui oppose les Finances publiques à L'agglo. En 2017, lors de la fusion des communautés de communes du Pays de Foix et du Canton de Varilhes, le conseil communautaire a dû décider, par délibération, de l'application de certaines exonérations facultatives relatives à la taxe d'habitation. Le choix de l'assemblée s'est limité aux exonérations légales. La direction départementale des finances publiques n'a alors pas transposé correctement cette délibération votée. Il a alors été constaté un manque à gagner d'environ 350 000€ par an. En 2019, le président, Roger Sicre, a sollicité la DDFiP pour des explications et une correction. Sans réponse de l'État, un recours à l'amiable gracieux est déposé en vain. Le tribunal administratif a alors été saisi par L'agglo pour d'une part faire annuler la décision de la DDFiP de février 2019 et, d'autre part, éditer des rôles complémentaires pour récupérer les cotisations 2018 et 2019 dont les contribuables assujettis à la taxe d'habitation auraient été redevables si l'abattement général à la base ne leur avait pas été indûment appliqué. La justice administrative a tranché en 2022, annulant la décision de l'administration fiscale, et faisant donc droit à L'agglo. L'État a été condamné à verser à

L'agglomération une indemnité provisionnelle de plus de 1 700 000€. Cette somme doit être majorée de l'intérêt au taux légal.

Le président remercie pour leur implication les services de L'agglomération ainsi que Maître Gasquet, avocat de L'agglomération.

-----

## 10. Finances / Budget principal – budget 2023 : décision modificative n° 1

Rapporteur : Paul Cayrol

Vu le code général des collectivités territoriales, en particulier les dispositions financières et comptables ainsi que les articles R. 5211-13 et suivants, relatifs aux budgets des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et leurs intercommunalités ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2023/046 du 5 avril 2023 relative à l'adoption du budget primitif du budget principal pour 2023 ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à des ajustements de crédits pour prendre en compte l'évolution des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement ;

Considérant la présentation au conseil communautaire de la décision modificative n° 1 du budget principal pour 2023, dont les dépenses et les recettes s'équilibrent de la manière suivante :

	Budget primitif 2023	Décision modificative n°1	Budget consolidé 2023
Chapitre 002 - Excédent antérieur reporté	3.236.199,11	0,00	3.236.199,11
Chapitre 013 - Atténuation de charges	93.500,00	9.238,84	102.738,84
Chapitre 70 - Produits des services	2.175.415,95	0,00	2.175.415,95
Chapitre 73 - Impôts et taxes	17.732.893,00	-155.041,00	17.577.852,00
Chapitre 74 - Dotations et subventions	7.714.443,79	102.761,41	7.817.205,20
Chapitre 75 - Produits de gestion courante	259.854,00	0,00	259.854,00
Chapitre 77 - Produits exceptionnels	45.530,00	43.040,75	88.570,75
<i>Chapitre 042 - O/o entre sections</i>	<i>1.129.542,85</i>	<i>0,00</i>	<i>1.129.542,85</i>
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>32.387.378,70</b>	<b>0,00</b>	<b>32.387.378,70</b>
Chapitre 011 - Charges à caractère général	3.955.277,67	395.867,06	4.351.144,73
Chapitre 012 - Charges de personnel	9.208.932,10	-282.527,80	8.926.404,30
Chapitre 014 - atténuation de recettes	3.007.369,00	-37.773,11	2.969.595,89
Chapitre 65 - charges de gestion courante	10.418.727,74	-98.316,15	10.320.411,59
Chapitre 66 - charges financières	138.414,77	0,00	138.414,77
Chapitre 67 - charges exceptionnelles	56.250,00	22.750,00	79.000,00
Chapitre 022 - dépenses imprévues	2.000.000,00	0,00	2.000.000,00
<i>Chapitre 023 - Virement à la section d'inv.</i>	<i>1.599.138,89</i>	<i>0,00</i>	<i>1.599.138,89</i>
<i>Chapitre 042 - o/o entre sections</i>	<i>2.003.268,53</i>	<i>0,00</i>	<i>2.003.268,53</i>
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>32.387.378,70</b>	<b>0,00</b>	<b>32.387.378,70</b>

	Budget primitif 2023	Décision modificative n°1	Budget consolidé 2023
Chapitre 10 - Dotations, Fonds et réserves	2.294.698,56	0,00	2.294.698,56
Chapitre 13 - Subventions d'équipement	2.332.428,24	-118.206,12	2.214.222,12
Chapitre 16 - Emprunts et dettes	1.266.186,14	55.917,15	1.322.103,29
458214 - Voirie 2020-2021	83.806,32	0,00	83.806,32
458215 - Voirie 2021 2022	1.006.766,43	0,00	1.006.766,43
458216 - Voirie 2022	1.601.000,00	0,00	1.601.000,00
458217 - Voirie 2023	101.700,00	0,00	101.700,00
4582XX - PAI Carsat 2023	0,00	34.347,18	34.347,18
Chapitre 021 - virement de la sect. de fonct.	1.599.138,89	0,00	1.599.138,89
Chapitre 040 - o/o entre sections	2.003.268,53	0,00	2.003.268,53
Chapitre 041 - opérations patrimoniales	595.018,76	0,00	595.018,76
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>12.884.011,87</b>	<b>-27.941,79</b>	<b>12.856.070,08</b>
Chapitre 001 Résultat reporté	2.358.958,70	0,00	2.358.958,70
Chapitre 16 - Emprunts et dettes assimilées	522.217,81	2.080,86	524.298,67
Chapitre 20 - immobilisations incorporelles	659.870,10	-103.215,39	556.654,71
Chapitre 204 - subventions d'équipement	942.662,08	-145.000,00	797.662,08
Chapitre 21 - immobilisations corporelles	850.873,31	146.845,56	997.718,87
Chapitre 23 - immobilisations en cours	2.914.202,78	-43.000,00	2.871.202,78
Chapitre 26 - Participations et créances rattachées	0,00	80.000,00	80.000,00
458114 - Voirie 2020-2021	47.187,01	0,00	47.187,01
458115 - Voirie 2021 2022	564.758,47	0,00	564.758,47
458116 - Voirie 2022	2.095.320,00	0,00	2.095.320,00
458117 - Voirie 2023	203.400,00	0,00	203.400,00
4581XX - PAI Carsat 2023	0,00	34.347,18	34.347,18
Chapitre 040 - o/o entre sections	1.129.542,85	0,00	1.129.542,85
Chapitre 041 - opérations patrimoniales	595.018,76	0,00	595.018,76
<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>12.884.011,87</b>	<b>-27.941,79</b>	<b>12.856.070,08</b>

Il est proposé :

**Article 1 :** **D'ADOPTER** la décision modificative n° 1 du budget principal pour 2023.

**Article 2 :** **D'AUTORISER** le président à signer tous documents en vue de l'exécution de la présente délibération.

**Adopté à l'unanimité**

-----

### **11. Finances / Budget annexe Zones d'activités économiques – décision modificative n°1 pour 2023**

Rapporteur : Paul Cayrol

Vu le code général des collectivités territoriales, en particulier les dispositions financières et comptables ainsi que les articles R.5211-13 et suivants, relatifs aux budgets des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et aux EPCI ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2023/024 du 8 mars 2023 approuvant le compte administratif pour 2022 du budget annexe Zones d'activités économiques ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2023/028 du 8 mars 2023 approuvant l'affectation du résultat 2022 du budget annexe Zones d'activités économiques ;

Vu la présentation du rapport d'orientation budgétaire pour 2023, et le débat intervenu à la suite lors de la séance du conseil communautaire du 8 mars 2023, dont il a été pris acte par la délibération n° 2023/029 ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2023/048 du 5 avril 2023 adoptant le budget primitif pour 2023 du budget annexe Zones d'activités économiques ;

Il est présenté au conseil communautaire le projet de décision modificative n°1 au budget annexe Zones d'activités économiques pour l'exercice 2023, dont les dépenses et les recettes s'équilibrent de la manière suivante :

	Budget primitif pour 2023	Décision modificative n°1	Budget consolidé pour 2023
Chapitre 70 Produits des services	34.800,00	-34.800,00	0,00
Chapitre 77 Produits exceptionnels	58.597,00	-512,00	58.085,00
Chapitre 042 o/o entre sections	2.778.964,01	43.340,76	2.822.304,77
Chapitre 043 o/o à l'intérieur section	16.021,63	2.244,00	18.265,63
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>2.888.382,64</b>	<b>10.272,76</b>	<b>2.898.655,40</b>
Chapitre 011 Charges à caractère général	195.082,30	8.540,76	203.623,06
Chapitre 66 Charges financières	10.576,63	0,00	10.576,63
Chapitre 023 Virement à la section d'inv.	58.597,00	-512,00	58.085,00
Chapitre 042 o/o entre sections	2.608.105,08	0,00	2.608.105,08
Chapitre 043 o/o à l'intérieur section	16.021,63	2.244,00	18.265,63
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>2.888.382,64</b>	<b>10.272,76</b>	<b>2.898.655,40</b>

	Budget primitif pour 2023	Décision modificative n°1	Budget consolidé pour 2023
Chapitre 10 Dotations et participations	140.807,00	0,00	140.807,00
Chapitre 16 Emprunts et dettes	909.289,13	43.852,76	953.141,89
Chapitre 021 Virement de la section de fct.	58.597,00	-512,00	58.085,00
Chapitre 040 o/o entre sections	2.608.105,08	0,00	2.608.105,08
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>3.716.798,21</b>	<b>43.340,76</b>	<b>3.760.138,97</b>
Chapitre 16 Emprunts et dettes assimilées	144.170,06	0,00	144.170,06
Chapitre 040 o/o entre sections	2.778.964,01	43.340,76	2.822.304,77
Chapitre 001 Déficit reporté	793.664,14	0,00	793.664,14
<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>3.716.798,21</b>	<b>43.340,76</b>	<b>3.760.138,97</b>

Il est proposé :

**Article 1 : D'ADOPTER** la présente décision modificative n°1 pour 2023, au niveau du chapitre pour les sections de fonctionnement et d'investissement.

**Article 2 : D'AUTORISER** le président à engager toute démarche et à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

**Adopté à l'unanimité**

-----

## 12. Finances / Budget principal pour 2023 – autorisations de programme et crédits de paiement

Rapporteur : Paul Cayrol

Vu les articles L.2311-3 et R.2311-09 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2018/113 du 29 octobre 2018 adoptant le principe du recours aux autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP) pour la gestion pluriannuelle des dépenses d'investissement de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2021/022 du 24 mars 2021 approuvant Agglo 2026, un projet pour notre territoire ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2023/050 du 5 avril 2023 portant modification des autorisations de programme et des crédits de paiement pour 2023 ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2023/131 du 27 septembre 2023 portant autorisation de programme n° 12 et crédits de paiement pour le fonds de soutien à la ruralité ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier les montants relatifs aux autorisations de programme et leurs crédits de paiement n° 2 à 12, et de créer de nouvelles autorisations de programme pour les subventions d'équipement versées et la rénovation de la médiathèque de L'agglo à Foix ;



Il est proposé :

**Article 1 :** **DE CLÔTURER** l'autorisation de programme et les crédits de paiement n° 7 relatifs aux travaux de voirie sous mandat 2021, comme indiqué en annexe.

**Article 2 :** **DE MODIFIER** les autorisations de programme n° 5, 6, 9 et 10 comme indiqué en annexe :

- Reprise dans l'AP n° 5 « économie - aides à l'immobilier d'entreprises » des crédits non consommés dans le cadre de l'action L'occal boulangerie.
- Ajustement du montant de l'AP n° 6 « création d'un giratoire sur la ZAE de Peysales » au vu de l'attribution du marché de travaux.
- Ajustement du montant de l'AP n° 9 « création d'une résidence autonomie à Foix » au vu de l'attribution du marché de travaux.
- Ajustement du montant de l'AP n° 10 « extension du pôle de services à Foix » au vu de l'exécution du marché de travaux (avenants).

**Article 3 :** **D'AJUSTER** la ventilation annuelle des crédits de paiement pour les autorisations de programme n° 3 à 6 et 8 à 11 comme indiqué en annexe.

**Article 4 :** **DE CRÉER** les AP n° 13 « subventions d'équipement versées » et n° 14 « requalification de la médiathèque à Foix » comme indiqué en annexe.

**Adopté à l'unanimité**

-----

### **13. Finances / Budget annexe zones d'activités économiques pour 2023 – autorisation d'engagement et crédits de paiement**

Rapporteur : Paul Cayrol

Vu les articles L.2311-3 et R.2311-09 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de L'agglomération Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2021/022 du 24 mars 2021 approuvant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire* ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif ;

Considérant les unités foncières non bâties et non exploitées sises sur la zone de Permilhac à Foix ;

Considérant les objectifs d'aménagement et de vitalisation de la zone d'activités de Permilhac ;

Considérant que la procédure des autorisations d'engagement et crédits de paiement (AE/CP) constitue une dérogation au principe de l'annualité budgétaire qui vise à permettre de planifier la mise en œuvre pluriannuelle de dépenses de fonctionnement, résultant de conventions, de délibérations ou de décisions, au titre desquelles L'agglomération s'engage au-delà d'un exercice budgétaire à verser une subvention, une participation ou une rémunération à un tiers ;

Considérant que pour assurer la mise en œuvre pluriannuelle des dépenses en respectant les règles d'engagement :

- L'autorisation d'engagement constitue la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement d'une opération inscrite en section de fonctionnement.
- Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées au cours de l'exercice pour la couverture des engagements contractés dans le cadre de l'autorisation d'engagement correspondante.
- L'équilibre budgétaire s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

Considérant que le budget annexe créé pour l'aménagement et la commercialisation des zones d'activités économique est un budget avec gestion de stocks, dont l'exécution est réalisée en section de fonctionnement ;

Considérant qu'il y a lieu de créer une autorisation d'engagement afin de planifier l'acquisition et l'aménagement de parcelles dans la zone d'activités économiques de Permilhac, et de la doter en crédits de paiement, afin de limiter la mobilisation prématurée des crédits sur un seul exercice ;

Le président donne la parole à Michel Tartié, vice-président à l'économie, pour justifier la création de cette autorisation d'engagement relative à l'acquisition de la parcelle de la zone de Permilhac.

Michel Tartié resitue la zone commerciale de Permilhac où se trouve Décathlon Foix. Les propriétaires avaient attribué un mandat de vente d'un terrain au prix de 20€ le m<sup>2</sup> à la société SNC ADIC, promoteur, souhaitant diviser la parcelle en trois lots afin d'implanter des cellules commerciales. Cependant, les porteurs de projets potentiellement intéressés par l'emplacement géographique déclinent devant le coût trop élevé proposé par ADIC. De ce fait, L'agglo fait droit de préemption, souhaitant maîtriser le foncier afin d'aider à l'implantation d'entreprises et de développer cette zone. Pour pouvoir exercer le droit de préemption urbain pour acquérir la partiel au prix de 400 000€ HT, auquel s'ajoutent les frais d'actes, il est nécessaire de disposer des crédits ouverts, d'où cette autorisation d'engagement d'un montant de 500 000€.

Il est proposé :

**Article 1 : DE CRÉER** l'autorisation d'engagement n° 1 relative à l'acquisition et l'aménagement de parcelles en zone de Permilhac en vue de leur cession, d'un montant de 500 000 €, pour la période 2023-2026, comme indiqué ci-dessous.

**Article 2 : D'AFFECTER** l'autorisation d'engagement n° 1 à l'opération d'achat d'unités foncières non bâties et non exploitées,

**Article 3 : DE DOTER** l'autorisation d'engagement n° 1 de crédits de paiement, répartis par exercice comme indiqué ci-dessous :

AE/CP n°1	Acquisition et aménagement de parcelles en zone de Permilhac			
Autorisation d'engagement initiale	500.000,00			
	2023	2024	2025	TOTAL
Crédits de paiement	0,00	450.000,00	50.000,00	500.000,00

**Adopté à l'unanimité**

#### 14. Finances / Budget principal – Autorisation donnée au président pour engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif pour 2024

Rapporteur : Paul Cayrol

Vu l'article L.1612-1 du code général des collectivités territoriales permettant à l'organe délibérant d'autoriser le président, jusqu'à l'adoption du budget primitif, d'engager, de liquider et de mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette et les dépenses imprévues ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2023/046 du 5 avril 2023 relative à l'adoption du budget primitif du budget principal pour 2023 ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 13 décembre 2023 relative à l'adoption de la décision modificative n° 1 du budget principal pour 2023 ;

Considérant que les crédits d'investissement, hors remboursement de la dette, dépenses imprévues et restes à réaliser 2022, ouverts pour le budget 2023, s'élèvent à 5 876 746,76 € ;

	BP 2023		DMn°1	Budget consolidé	Inscriptions 2023 (hors RAR)	Plafond de dépense 2024 (av. vote du budget)
	RAR 2022	Inscriptions 2023				
001 Résultat reporté	0,00	2.358.958,70	0,00	<b>2.358.958,70</b>		
16 Emprunts et dettes assimilées	0,00	522.217,81	2.080,86	<b>524.298,67</b>		
20 Immobilisations incorporelles	196.411,73	463.458,37	-103.215,39	<b>556.654,71</b>	<b>360.242,98</b>	<b>90.060,75</b>
204 Subventions d'équipement	453.403,08	489.259,00	-145.000,00	<b>797.662,08</b>	<b>344.259,00</b>	<b>86.064,75</b>
21 Immobilisations corporelles	119.421,55	731.451,76	146.845,56	<b>997.718,87</b>	<b>878.297,32</b>	<b>219.574,33</b>
23 Immobilisations en cours	755.018,78	2.159.184,00	-43.000,00	<b>2.871.202,78</b>	<b>2.116.184,00</b>	<b>529.046,00</b>
26 Participations et créances	0,00	0,00	80.000,00	<b>80.000,00</b>	<b>80.000,00</b>	<b>20.000,00</b>
45 Opérations sous mandat	847.249,20	2.063.416,28	34.347,18	<b>2.945.012,66</b>	<b>2.097.763,46</b>	<b>524.440,87</b>
040 Opérations entre sections	0,00	1.129.542,85	0,00	<b>1.129.542,85</b>		
041 Opérations patrimoniales	0,00	595.018,76	0,00	<b>595.018,76</b>		
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>2.371.504,34</b>	<b>10.512.507,53</b>	<b>-27.941,79</b>	<b>12.856.070,08</b>	<b>5.876.746,76</b>	<b>1.469.186,70</b>

Considérant que le conseil communautaire peut autoriser le président à engager, liquider et mandater au maximum le quart des crédits ouverts en 2023 au titre des dépenses d'équipement, soit :

$$5.876.746,76 \text{ €} \times 25\% = 1.469.186,69 \text{ €}$$

Il est proposé :

**Article 1 : D'AUTORISER** le président à engager, liquider, et mandater les dépenses d'investissement aux chapitres suivants du budget principal avant que le budget primitif pour 2024 n'ait été adopté :

<b>Chapitre 20</b>	<b>90.000,00</b>
... article 202 - frais d'études (...) et de révision des documents d'urbanisme	50.000,00
<i>Frais de révision des PLU communaux</i>	10.000,00
<i>Frais d'élaboration du PLUi-H (SPR)</i>	40.000,00
... article 2031 - frais d'études	30.000,00
<i>Etudes bâtimentaires (requalification crèche, audit pôle de services)</i>	30.000,00
... article 2051 - concessions et droits similaires	10.000,00
<i>Licences informatiques</i>	10.000,00

<b>Chapitre 204</b>	<b>82.000,00</b>
... article 2041412 - subventions d'équipement aux communes	82.000,00
<i>Voirie communale - programme 2023</i>	62.000,00
<i>Aides à la pierre - logements locatifs sociaux</i>	20.000,00

<b>Chapitre 21</b>	<b>216.250,00</b>
... article 21538 - autres réseaux	20.000,00
<i>Réseaux pluvial urbain</i>	20.000,00
... article 21318 - autres bâtiments publics	91.250,00
<i>Requalification des multi-accueils</i>	15.000,00
<i>Travaux sur le patrimoine bâti (entretien du patrimoine et énergie)</i>	76.250,00
... article 2151 - réseaux de voirie	15.000,00
<i>Requalification des zones économiques</i>	15.000,00
... article 2183 - matériel de bureau et matériel informatique	20.000,00
<i>Equipement informatique des services</i>	20.000,00
... article 2188 - autres biens mobiliers	70.000,00
<i>Acquisition du fonds documentaire - médiathèques</i>	20.000,00
<i>Divers - équipement courant des services</i>	50.000,00

<b>Chapitre 23</b>	<b>400.000,00</b>
... article 2313 - constructions	400.000,00
<i>Création d'un pôle d'échanges multimodal à Varilhes</i>	100.000,00
<i>Travaux de réalisation de quais pour L'agglo-bus</i>	150.000,00
<i>Réalisation d'un centre de conférences aux Forges - Espace Destrem</i>	150.000,00

<b>Chapitre 45</b>	<b>335.000,00</b>
... article 4581-17 Voirie 2023 (2023/2024)	300.000,00
... article 4581-XX PAI Carsat 2023	35.000,00
<b>TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>1.123.250,00</b>
<b>PLAFOND DES CREDITS POUVANT ÊTRE OUVERTS</b>	<b>1.469.186,69</b>

**Article 2 :** **AUTORISE** le président à signer tous documents afférents.

**Adopté à l'unanimité**

-----

**15. Urbanisme / Nouveau débat portant sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables dans le cadre de l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Varilhes suite à des modifications mineures**

Rapporteur : le président

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L151-5 et L153-12 ;

Vu les statuts modifiés de L'agglo Foix-Varilhes approuvés par arrêté préfectoral en date du 22 juillet 2021 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Varilhes du 15 décembre 2020 prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) de Varilhes ;

Vu la délibération de la commune de Varilhes du 21 septembre 2021 sollicitant L'agglo Foix-Varilhes afin qu'elle poursuive et achève la procédure d'élaboration du PLU de Varilhes engagée avant le transfert de compétence, conformément à l'article L153-9 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération de L'agglo Foix-Varilhes du 22 septembre 2022 décidant de poursuivre et d'achever la procédure d'élaboration du PLU de Varilhes ;

Vu la délibération de la commune de Varilhes du 27 septembre 2022 prenant acte du débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) dans le cadre de l'élaboration du PLU la commune de Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 19 octobre 2022 prenant acte du débat sur les orientations générales du PADD dans le cadre de l'élaboration du PLU de la commune de Varilhes ;

Vu la délibération de la commune de Varilhes du 3 octobre 2023 prenant acte d'un nouveau débat sur les orientations générales du PADD dans le cadre de l'élaboration du PLU de la commune de Varilhes ;

Vu le projet de PADD, tel qu'il est annexé à la présente délibération et la présentation qui en a été faite ;

Il est précisé :

Suite au transfert de la compétence en matière d'élaboration des documents d'urbanisme, intervenu le 1<sup>er</sup> juillet 2021, plusieurs communes ayant engagé des modifications, révisions, voire élaborations de PLU avant la date du transfert ont fait le choix de poursuivre leur procédure sous le giron de L'agglo. C'est le cas de la commune de Varilhes qui a prescrit l'élaboration de son PLU par une délibération du 15 décembre 2020.

Conformément aux dispositions de l'article L153-12 du code de l'urbanisme, le projet de PADD doit faire l'objet d'un débat au sein du conseil communautaire et du conseil municipal.

Le PADD est une pièce centrale du dossier de PLU fixant les objectifs de la politique d'aménagement et de développement durables que le territoire souhaite mettre en œuvre. Il répond aux besoins et enjeux du territoire communal et exprime une vision stratégique du développement de Varilhes, qui fera l'objet d'une traduction réglementaire au sein d'un rapport de présentation, un règlement et à travers un document graphique.

Le PADD du PLU de Varilhes a déjà fait l'objet d'un débat en conseil municipal le 27 septembre 2022, puis en conseil communautaire le 19 octobre 2022.

Toutefois, une nouvelle présentation et un nouveau débat sont nécessaires car des modifications ont été apportées au document.

Les orientations générales du PADD, qui portent dorénavant sur la période 2023-2033, sont maintenues, à savoir :

- Faire de Varilhes une centralité de référence sur son territoire en renforçant les éléments constitutifs de son attractivité.
  - Renforcer l'emploi autour d'une stratégie durable et adaptée aux réalités locales.
  - Pérenniser l'agriculture en promouvant des modèles durables et de proximité.
  - Renforcer la qualité de vie varilhoise.
- Maintenir le dynamisme varilhois avec un habitat pensé pour tous.
  - Pérenniser l'accueil de populations.
  - Développer une offre de logements répondant à tous les besoins.
- Bâtir un projet durable et résilient pour Varilhes.
  - Instaurer un développement urbain respectueux de l'environnement.
  - Valoriser et préserver le cadre paysager.
  - Réduire la vulnérabilité de la commune et de sa population aux risques et au changement climatique.

Par ailleurs, le PADD fixe des objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. Plus particulièrement, il est prévu une division par deux de la consommation d'espace entre les périodes 2011-2021 et 2022-2032.

Les modifications apportées au PADD sont les suivantes :

- Essentiellement des modifications de forme : corrections de fautes, de certains termes, de la première carte.
- Assurance de la meilleure compatibilité possible entre le projet exposé dans le PADD et les attendus fixés par le SCoT de la Vallée de l'Ariège et le programme local de l'habitat (PLH) de L'agglomération Foix-Varilhes.
- Mise à jour des chiffrages en matière démographique (prise en compte des derniers recensements Insee) et du chiffrage en matière de logements au regard des ouvertures à l'urbanisation prévues.
- Suppression de la mention du point mort. Cet élément sera intégré dans le document prévu à cet effet, à savoir la justification des choix du PLU (dossier rapport de présentation).
- Mise à jour du pas de temps du PLU sur 2023-2033 et non plus 2022-2032.
- Affirmation de la bonne compatibilité avec les objectifs de réduction de la consommation foncière en lien avec la loi climat et résilience.
- Simplification de certaines expressions et suppression de doublons.
- Actualisation des références au code de l'urbanisme.

La présente délibération a pour objet de prendre acte de la tenue de ce nouveau débat afférent au projet d'aménagement et de développement durables du plan local d'urbanisme de la commune de Varilhes.

Le PADD modifié a déjà fait l'objet d'un débat en conseil municipal le 3 octobre 2023.

Au regard des éléments précités, il est proposé au conseil communautaire de débattre du PADD du PLU de la commune de Varilhes.

Patrick Eychenne énonce les modifications apportées au projet d'aménagement et de développement durables du plan local d'urbanisme de la commune de Varilhes.

Il est proposé :

**Article 1 :** **DE PRENDRE ACTE** de la nouvelle présentation des orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Varilhes, puis de la tenue, en séance plénière, d'un débat sur les des orientations générales du PADD du PLU de la commune de Varilhes en application de l'article L153-12 du code de l'urbanisme.

**Article 2 :** **DE PRÉCISER** que le débat est constaté par la présente délibération.

**Article 3 : D'AUTORISER** le président à prendre tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Adopté à l'unanimité**

-----

## **16. Travaux / Construction d'une résidence autonomie - attribution du marché public de travaux**

Rapporteur : Patrick Eychenne

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la commande publique, notamment articles R. 2162-2 et suivants, R. 2162-13 et R. 2162-14 ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 02 « Solidarités humaines », l'objectif 12 « Améliorer et développer l'offre d'hébergement des personnes âgées », l'action 31 « Construire une résidence autonomie à Foix »;

Considérant la volonté des élus de construire un équipement adapté aux besoins des personnes âgées autonomes à l'image de celui existant à Varilhes, situé au centre-ville de Foix, à proximité des services et offrant des logements équipés préservant l'autonomie des résidents tout en favorisant le lien social et l'accès à des services collectifs.

Cet équipement s'inscrit dans le projet global en faveur des personnes âgées, incluant tout un ensemble de services pour une prise en charge complète des questions liées au vieillissement. Après une étude de programmation réalisée par le bureau d'études Vitam, la conception du projet architectural a été confiée au cabinet Oeco architectes après une procédure de concours restreint.

Le projet finalisé s'articule sur :

- La création de 34 logements de 30 m<sup>2</sup> environ dont 4 logements de 25 m<sup>2</sup> pouvant communiquer deux par deux.
- Une collocation de 3 chambres avec ses espaces communs, pour étudiants ou jeunes travailleurs.
- Des services collectifs de restauration, animations, loisirs, lingerie etc.
- Les bureaux du Clic.
- Les espaces de travail pour le personnel : bureaux, salle de réunion, vestiaires, salle de pause etc.
- Des locaux techniques.
- Des jardins en terrasse et patios.
- Un parking de 10 places.
- Une surface d'environ 2 000 m<sup>2</sup> répartie sur trois niveaux.

Considérant les subventions déjà attribuées (Carsat : 400 000 €, DSIL : 300 000 €, Conseil départemental : 374 905 €, IDRA : 170 000 €) et les subventions complémentaires prévisionnelles à venir estimées à 750 000 € (État et SDE/Ademe) ;

Considérant que le complément du financement sera assuré par un recours à l'emprunt, réparti entre un prêt conventionné PLS et un prêt classique ;

Considérant que l'objectif est de couvrir le remboursement des emprunts par les recettes provenant des loyers, afin de ne pas (ou marginalement) solliciter le budget principal ;

Considérant le marché public de travaux relatif à la construction d'une résidence autonomie à Foix décomposé en lots comme suit :

N° 01 Démolition - Désamiantage - VRD - Gros œuvre

N° 02 Charpente - Bardage bois

N° 03 Couverture

N° 04 Étanchéité

- N° 05 Enduit - Ravalement de façade
- N° 06 Menuiseries extérieures
- N° 07 Serrurerie - Métallerie
- N° 08 Plâtrerie - Isolation - Faux-plafonds
- N° 09 Menuiseries intérieures - Mobiliers - Signalétique
- N° 10 Revêtements de sols souples
- N° 11 Revêtements de sols durs - Faïences
- N° 12 Peinture - Nettoyage
- N° 13 Électricité - Courants forts & faibles
- N° 14 Chauffage - Ventilation - Plomberie - Sanitaire
- N° 15 Équipements de cuisine
- N° 16 Ascenseurs
- N° 17 Espaces verts
- N° 18 Réemploi

Considérant la mise en concurrence effectuée le 31 mai 2023 sur le profil acheteur marches-publics.info, le 31 mai 2023 sur le BOAMP (2023/154 publiée le 3 juin 2023), le 31 mai 2023 sur le JOUE (2023/S106-332195 publiée le 5 juin 2023) ;

Considérant la date limite de réception des offres fixée au 21 juillet 2023 ;

Considérant l'avis rectificatif en date du 19 juillet 2023 modifiant la date limite de réception des offres, alors fixée au 28 juillet 2023 ;

Considérant l'infructuosité des lots 4 et 9 ;

Considérant la déclaration sans suite pour un complément à la définition du besoin pour les lots 8 et 18 ;

Considérant la déclaration sans suite pour insuffisance de concurrence pour les lots 10 et 14 ;

Considérant la nouvelle mise en concurrence pour les lots 4, 8, 9, 10, 12, 14 et 18 effectuée le 31 août 2023 sur le profil acheteur marches-publics.info, le 31 août 2023 sur le BOAMP (2023/244 publiée le 1<sup>er</sup> septembre 2023), le 31 août 2023 sur le JOUE (2023/S168-525012 publiée le 1<sup>er</sup> septembre 2023) ;

Considérant la limite de réception des offres fixée au 29 septembre 2023 ;

Considérant l'infructuosité du lot 4 (aucune offre reçue) ;

Considérant la procédure de gré à gré lancée pour le lot 4 ;

Considérant la date limite de réception de l'offre pour le lot 4, le 9 novembre 2023 ;

Considérant l'inacceptabilité des offres reçues pour le lot 8 permettant de déclarer l'infructuosité ;

Considérant la nouvelle mise en concurrence pour le lot 8 effectuée le 19 octobre 2023 sur le profil acheteur marches-publics.info, le 19 octobre 2023 sur le BOAMP (2023/294 publiée le 21 octobre 2023), le 19 octobre 2023 sur le JOUE (2023/S205-644460 publiée le 24 octobre 2023) ;

Considérant la date limite de réception des offres fixée eu 6 novembre 2023 ;

Considérant les négociations sur l'ensemble des lots (à l'exception des lots 8 et 4) ;

Considérant le rapport d'analyse des offres ;

Considération l'estimation globale du marché à hauteur de 4 253 600 € HT ;

André Péchin précise qu'il s'agit de déconstruction et non de démolition. En effet, la déconstruction met en pratique des prestations plus rigoureuses et plus lentes, car elle a pour but de préserver les débris pour qu'ils soient recyclés. Il demande comment se passe l'articulation entre l'entreprise de gros œuvre Bourdarios et l'entreprise R emploi ?

Patrick Eychenne répond que l'entreprise R emploi récupérera les matériaux, dont du carrelage et des planchers, avant l'intervention de l'entreprise Bourdarios pour le gros œuvre.

Il évoque le diagnostic archéologique, mené par l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap) qui est obligatoire avant toute fondation à creuser. Il a été découvert des vestiges de murs, un four à chaux et de la vaisselle qui dateraient entre le XV<sup>e</sup> et le XVII<sup>e</sup> siècle. En fonction des résultats du rapport des observations pratiquées et enregistrées sur le terrain, des fouilles complémentaires seront réalisées. A ce jour, nous ne pouvons planifier le début des travaux de la résidence autonomie qui devraient être réalisés en 19 mois.

Il est proposé :

**Article 1 :** **D'ATTRIBUER** le marché public de travaux relatif à la construction de la résidence autonomie de Foix à :

Lot n°1 (démolition, désamiantage, VRD, gros œuvre) : Bourdarios (1 870 930,23€ avec variante)

Lot n°2 (charpente, bardage bois) : Antras Ossature Bois (330 999,96€)

Lot n°3 (couverture) : Falguié (95 761,10€)

Lot n°4 (étanchéité) : SMAC (80 750,36€)

Lot n°5 (enduit, ravalement de façade) : Enduits Couserans (60 000€)

Lot n°6 (menuiseries extérieures) : Hijosa et Fils (425 350€)

Lot n°7 (serrurerie, métallerie) : SARL Rodrigues (168 195,20€ avec variante)

Lot n°8 (plâtrerie, isolation, faux-plafonds) : Lagrange (272 215,79€ avec variante)

Lot n°9 (menuiseries intérieures, mobiliers, signalétique) : Philippe Morere (286 091,26€)

Lot n°10 (revêtements de sols souples) : Art et Peinture (120 900€)

Lot n°11 (revêtements de sols durs, faïences) : Techniceram (68 621,05€)

Lot n°12 (peinture, nettoyage) : EPE (113 000€)

Lot n°13 (électricité, courants forts et faibles) : Spie Building Solutions (410 000€)

Lot n°14 (chauffage, ventilation, plomberie, sanitaire) : Alliaserv (687 968,62€)

Lot n°15 (équipements de cuisine) : Action Froid (27 195,11€)

Lot n°16 (ascenseurs) : TK Elevator (50 800€)

Lot n°17 (espaces verts) : Jardins et Paysages (53 861€)

Lot n°18 (réemploi) : R emploi (22 123,50€)

**Article 2 :** **D'AUTORISER** le président à signer le marché et tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Article 3 :** **DE PRÉCISER** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.

**Adopté à l'unanimité**

-----

## **17. Travaux / Aménagement d'un giratoire sur la zone économique de Peysales à Foix - attribution du marché public de travaux**

Rapporteur : Patrick Eychenne

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la commande publique, notamment articles R. 2162-2 et suivants, R. 2162-13 et R. 2162-14 ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 01 « Attractivité et développement économique », l'objectif 4 « Requalifier les zones d'activités commerciales périphériques », l'action 13 « Peysales » ;



Considérant que dans le cadre de la requalification et du développement économique de la zone commerciale de Peysales suivant les recommandations de l'étude de la COGEMIP/Artelia, L'agglo Foix-Varilhes entre dans l'étape 1 de la phase 1 consistant en la création d'un rond-point sur le barreau de Peysales en intégrant les mobilités douces, du Mac Donald jusqu'au rond-point existant donnant sur la départementale D117 ;

Considérant que ce rond-point permettra de :

- Marquer l'entrée Nord de la Zone de Peysales.
- Sécuriser cette zone pour les piétons.
- Sécuriser la sortie des véhicules du parking du McDonald's, de Renault, dangereuse car le barreau de Peysales devient une voie d'accélération pour récupérer la 2 X 2 voies.
- Résoudre l'accès au Mc Donald et Renault du rond-point actuel ne permettant pas de « droit à l'erreur » (impossibilité de faire demi-tour, accès direct sur la deux fois deux voies).
- Traiter les mobilités douces dans son ensemble sur cet axe.

Considérant que dans un second temps, le passage de la rue Victor Hugo en double sens sera traité avec le traitement des mobilités douces ;

Considérant le marché public de travaux relatif à l'aménagement d'un giratoire sur la zone de Peysales ;

Considérant la mise en concurrence effectuée le 17 octobre 2023 sur le profil acheteur marches-publics.info, le 17 octobre 2023 sur La Dépêche du Midi ;

Considérant la date limite de réception des offres fixée au 17 novembre 2023 ;

Considérant les offres reçues et la proposition de classement des offres ;

Considérant le rapport d'analyse des offres ;

Considération l'estimation globale du marché à hauteur de 610 000 € HT ;

Le président donne la parole à Michel Tartié, pour évoquer l'évolution de la zone de Peysales.

Michel Tartié explique que les travaux pour le nouvel Intermarché ont débuté sur la zone de l'ancien siège du Crédit agricole qui a été entièrement démolie. Les locaux actuels de l'Intermarché laisseront place à l'enseigne But. Le projet devrait voir le jour d'ici deux ans, c'est pourquoi les salariés de But n'ont pas été informés de ce changement. En ce qui concerne le projet d'implantation du fast-food Burger King, qui sera construit sur une parcelle entre la station-service d'Intermarché et le magasin But, les travaux devraient débuter courant janvier malgré la contestation du permis de construire par l'enseigne concurrente McDonald's.

Il est proposé :

**Article 1 : D'ATTRIBUER** le marché public de travaux relatif à l'aménagement d'un giratoire sur la zone économique de Peysales à Foix à :

- l'entreprise ETBS Lefebvre (Rescanières) pour un montant de 511 998,66 € HT

**Article 2 : D'AUTORISER** le président à signer le marché et tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Article 3 : DE PRÉCISER** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.

**Adopté à l'unanimité**

-----

## **18. Travaux / Rénovation de la salle omnisports de L'agglo à Ferrières - attribution du marché public de travaux**

Rapporteur : Patrick Eychenne

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la commande publique, notamment articles R. 2162-2 et suivants, R. 2162-13 et R. 2162-14 ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 02 « Solidarités humaines », l'objectif 67 « Mettre à disposition des clubs sportifs des équipements de qualité, entretenus et adaptés aux usages », l'action 67 « Rénover, développer et sécuriser le complexe sportif omnisports à Ferrières » ;

Considérant que des désordres ont été constatés à la salle omnisports de L'agglo à Ferrières, au niveau des vestiaires et de la toiture (expertise judiciaire 2016) ;

Considérant le jugement du tribunal administratif de Toulouse en date du 31 octobre 2019 condamnant notamment les entreprises SPIE et Industrie, MDC Dumortier et tertiaire et SP Carrelage à verser à L'agglo Foix-Varilhes, les sommes tendant à la réparation des dommages des vestiaires et de la toiture ;

Considérant que des désordres ont également été constatés concernant les sanitaires (expertise judiciaire 2017) ;

Considérant que par protocole d'accord transactionnel, les sociétés ALLIANZ IARD et SMABTP, venant aux droits respectifs de SP Carrelage et LTR, ont accepté de verser à L'agglo Foix-Varilhes, notamment, les sommes pour les travaux de reprise des sanitaires ;

Considérant le marché public de travaux relatif à rénovation de la salle omnisports de L'agglo à Ferrières décomposé en lots comme suit :

N° 01 Carrelage - Gros œuvre

N° 02 Menuiseries extérieures

N° 03 Peinture

N° 04 Étanchéité

N° 05 CVC – électricité

Considérant la mise en concurrence effectuée le 9 octobre 2023 sur le profil acheteur marches-publics.info, le 9 octobre 2023 sur La Dépêche du Midi ;

Considérant la date limite de réception des offres fixée au 15 novembre 2023 ;

Considérant l'infructuosité du lot 5 ;

Considérant la procédure de gré à gré lancée pour le lot 5 ;

Considérant la date limite de réception de l'offre pour le lot 5 fixée au 30 novembre 2023 ;

Considérant le rapport d'analyse des offres ;

Considération l'estimation globale du marché à hauteur de 201 000 € HT ;

Il est proposé :

**Article 1 : D'ATTRIBUER** le marché public de travaux relatif à la rénovation de la salle omnisports de L'agglo à Ferrières à :

Lot n°1 (carrelage, gros œuvre) : Pays d'Olmes Bâtiment (35 962,97€)

Lot n°2 (menuiseries extérieures) : Ariège Pyrénées Menuiseries (46 644,03€)

Lot n°3 (peinture) : Meira Peinture & Services (36 432€ et une PSE de 4 914€ : protection en plaque PVC)

Lot n°4 (étanchéité) : CDS (47 815€ et une PSE de 2 722€ : échelle à crinoline)

Lot n°5 (CVC, électricité) : SARL Belondrade (25 827,43€)

**Article 2 : DE DÉCLARER** irrégulière l'offre de l'entreprise Spideco (lot n°3).

**Article 3 : D'AUTORISER** le président à signer le marché et tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Article 4 : DE PRÉCISER** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.

**Adopté à l'unanimité**

-----

## **19. Travaux / Réhabilitation de la médiathèque de L'agglo à Foix - attribution du marché de maîtrise d'œuvre**

Rapporteur : Patrick Eychenne

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la commande publique, notamment articles R. 2162-2 et suivants, R. 2162-13 et R. 2162-14 ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 02 « Solidarités humaines », l'objectif 21 « Améliorer et développer l'offre de services en matière de lecture publique, de diffusion, de médiation culturelle et de ludothèque », l'action 53 « Rénover la médiathèque – centre de Foix » ;

Vu l'avis de la commission Mapa réunie le 29 novembre 2023 ;

Considérant qu'en raison de son ancienneté, la médiathèque de L'agglo à Foix ne présente plus les caractéristiques nécessaires pour assurer un service de qualité pour les usagers et garantir des conditions de travail conformes pour les personnels, qu'elle présente en sus, des désordres importants en termes de déperdition énergétique ;

Considérant que les médiathèques sont un service public à la croisée de plusieurs enjeux, culturels de façon évidente, mais également enjeux sociaux et économiques et que la médiathèque à Foix est un des services culturels le plus fréquenté par la population locale, tous âges confondus ;

Considérant que la médiathèque donne accès aux habitants de la ville et du territoire à des contenus multimédias sélectionnés, renouvelés et valorisés ainsi qu'à une programmation culturelle variée ;

Considérant que la médiathèque permet aux plus modestes un accès facilité à l'information, la formation et à la documentation ;

Considérant que la médiathèque a un impact sur la qualité de la vie et apporte des retombées en termes d'image et sur l'attractivité du territoire ;

Considérant que la médiathèque a noué et doit développer des collaborations avec les acteurs culturels et associatifs mais aussi économiques tels que les librairies ;

Considérant que la médiathèque développe des projets communs avec les acteurs du territoire et qui impliquent aussi les habitants ;

Considérant que la rénovation de la médiathèque de L'agglo à Foix poursuit plusieurs objectifs, notamment :

- Permettre l'affirmation de sa place de médiathèque centre, tête de réseau.
- Cette médiathèque centrale doit être en adéquation avec les réalités et les besoins du territoire : une médiathèque vivante (activités multiples et pluridisciplinaires), dotée de ressources documentaires en nombre et de qualité. Elle doit réaffirmer ses missions sociales, éducatives et culturelles.
- Elle doit accueillir les activités transversales du réseau, en termes de locaux et de circulation : logistique navette, bureaux du personnel dédié, magasins accessibles.
- Travailler la cohabitation des usages et le zoning.

L'objectif est de recevoir tous les publics ensemble et de faciliter les usages de chacun.

Pour pouvoir privilégier et juxtaposer des usages distincts, il doit y avoir un isolement acoustique alors même que les espaces sont ouverts, selon un principe de zoning.

Un tiers lieu qui assure aussi les missions traditionnelles de lecture publique.

La médiathèque est un lieu où le public est invité à séjourner et où il se sent familier. Le confort est donc un élément essentiel, tout comme la convivialité. En proposant par exemple des canapés et des tables basses, des casiers, un local à poussettes.

La médiathèque conservera néanmoins des fonctions traditionnelles, liées au travail, seul ou en groupe. Il y aura donc des espaces de concentration absolue, de recherche, de lecture.

La réhabilitation du bâtiment s'accompagnera d'une amélioration des conditions de stockage et de conservation du fonds ancien, mais également des espaces de consultation de ce fonds pour le public.

Les enjeux climatiques et économiques actuels imposent une rénovation thermique globale du bâtiment.

Considérant le marché public de maîtrise d'œuvre relatif à la réhabilitation de la médiathèque de Foix ;

Considérant la mise en concurrence effectuée le 19 juillet 2023 sur le profil acheteur marches-publics.info, le 19 juillet 2023 sur La Dépêche du Midi ;

Considérant le rapport d'analyse des offres ;

Considérant l'estimation globale du marché public de maîtrise d'œuvre à hauteur de 146 000 € HT ;

Le président donne la parole à Colette Lagarde-Authié, vice-présidente à la culture, pour présenter le projet de réhabilitation de la médiathèque de L'agglo à Foix.

Colette Lagarde-Authié décrit les études collectives effectuées auprès de différents acteurs dont les élus, le Codev, des associations et des habitués de la médiathèque. Ces échanges ont permis d'identifier les nombreux besoins des participants et de faire évoluer ce projet de réaménagement et la modernisation de ce lieu.

Le président explique que ce projet implique une importante rénovation énergétique du bâtiment et qu'il est prévu également d'installer des panneaux photovoltaïques afin de produire de l'électricité qui sera réinjectée dans le réseau du centre aquatique. Il conclut en indiquant que la Drac devrait subventionner ce projet à hauteur de 40%.

André Péchin signale que cet espace manque de râteliers vélos et qu'il conviendrait d'en installer.

Le président répond que l'espace Olivier Carol dans son ensemble n'est de compétence de L'agglo que depuis 2023.

Il est proposé :

**Article 1 : D'ATTRIBUER** le marché public de maîtrise d'œuvre relatif à la réhabilitation de la médiathèque de L'agglo à Foix à Isabelle Rouyard pour un montant de 63 480€ HT, avec une prestation supplémentaire de 8 740€ HT (mission OPC).

**Article 2 : D'AUTORISER** le président à signer le marché et tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Article 3 : DE PRÉCISER** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.

**Adopté à l'unanimité**

-----

## **20. Travaux / Aménagement d'un quai de bus sur la zone de Peysales – déplacement d'un candélabre par le SDE 09**

Rapporteur : Patrick Eychenne

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 03 « transition énergétique et environnementale », l'objectif 30 « organiser et développer les transports en commun » - action 70 « Développer l'offre de la navette intercommunale, en lien avec les gestionnaires de voirie, étudier la sécurisation et mise en accessibilité des arrêts » ;

Considérant la nécessité de déplacer un candélabre afin de réaliser l'aménagement d'un quai de bus sur la zone de Peysales à Foix ;

Considérant la proposition du SDE 09 à hauteur de 3 800 HT € ;

Il est proposé :

**Article 1 :** **D'APPROUVER** la proposition du SDE 09 dont le montant des travaux s'élève à 3 800 HT € pour le déplacement d'un candélabre sur la zone de Peysales à Foix en vue de l'aménagement d'un quai de bus.

**Article 2 :** **DE PRÉCISER** que les crédits correspondants sont inscrits au budget à l'article 2313 de l'exercice 2023.

**Article 3 :** **D'AUTORISER** le président à effectuer toute démarche et à signer tout document, nécessaires à l'application de la présente décision, et à prendre toute disposition y concourant.

**Adopté à l'unanimité**

-----  
*Marcel Lopez (porteur du pouvoir de Chloé Dallidet) quitte l'assemblée.*  
-----

## **21. Tourisme / Modification de la liste des sentiers à rayonnement intercommunal**

Rapporteur : Pierre Ville

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 29 octobre 2018 qui définit ses compétences sur les sentiers de randonnée à rayonnement intercommunal ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment son objectif 7 : « préserver et gérer les espaces naturels récréatifs du territoire » et son action 20 « faire évoluer le catalogue des sentiers de randonnée » ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 19 octobre 2022 modifiant le catalogue des sentiers de randonnée à rayonnement intercommunal ;

Vu la délibération de la commune de Prayols du 17 août 2023 modifiant l'itinéraire « les trois cascades » par un cheminement reliant les hameaux puis la cascade la Piche depuis les Fages ;

Vu la délibération de la commune de Soula du 4 octobre 2023 modifiant l'itinéraire « Demoiselles de Caraybat » en faveur de la création de deux boucles : « Demoiselles de Caraybat » et « Tour du Pic de l'Aspre » et approuvant la création d'un espace trail ;

Considérant la volonté de la commune de Brassac de modifier l'itinéraire « Le Picou depuis Brassac » en faveur d'un passage au sommet du Sarrat de la Pelade et d'un passage par le chemin rural de Légrillou à Brassac afin de contourner le lieu-dit Plajouly dont la traversée était conflictuelle ;

Considérant la volonté des communes de Montgailhard et Saint-Paul-de-Jarrat de créer un espace trail sur leur territoire afin de valoriser son potentiel exceptionnel pour cette pratique ;

Considérant que les itinéraires de l'espace trail reprennent en partie le linéaire des sentiers déjà entretenus pour la randonnée pédestre ;

Considérant qu'une variante pourrait être mise en place sur l'itinéraire trail « la Roucateille » si le passage le long des Forges de Pyrène ne s'avérait pas réalisable ;

Considérant l'intérêt et la possibilité de proposer un itinéraire en boucle plutôt qu'un aller-retour au Pic de Montgailhard ;

Considérant le tracé de l'itinéraire « le Castella de Labarre », son actuelle fréquentation, sa proximité avec le camping du lac, la volonté de la Dirso et de la commune de Foix de signer une convention de passage simple ;

Considérant que l'itinéraire équestre « Boucle des grands sites » n'est actuellement pas réalisé au-delà de l'étape Boulou-Foix ;

Véronique Rumeau regrette que le GR10 ne soit pas inscrit dans les itinéraires de sentiers de randonnée à rayonnement intercommunal. Véronique Rumeau s'abstient lors du vote de la délibération.

Pierre Ville répond que lors d'une réunion dédiée au sujet et organisée par le comité départemental de randonnées pédestre avait été abordé le problème de foncier non maîtrisé sur une partie de l'itinéraire rendant la continuité du sentier impossible, sur des parties privées et domaniales. A ce stade aucune suite n'a été donnée à cette réunion et aucune solution n'est apparue.

Il est proposé :

**Article 1 : D'APPROUVER** la modification des itinéraires « Tour du Picou par Brassac » (Brassac), « Chemin des 3 cascades » (Prayols), « Demoiselles de Caraybat » (Soula) et sa variante « Tour du pic de l'Aspre » (Soula) et « Pic de Montgailhard » (Montgailhard) telles que figurées sur les cartes annexées à la présente délibération.

**Article 2 : D'APPROUVER** l'inscription de l'itinéraire « le Castella de Labarre » (Foix) au catalogue des sentiers de randonnée à rayonnement intercommunal.

**Article 3 : D'APPROUVER** la création d'un espace trail sur les communes de Montgailhard, Soula et Saint-Paul-de-Jarrat et l'ajout de cinq premiers itinéraires au catalogue des sentiers à rayonnement intercommunal tel que figuré ci-dessous et sur la carte annexée, qui pourront être complétés par de nouveaux itinéraires par la suite.

**Article 4 : D'APPROUVER** l'intégration des itinéraires trail au catalogue des sentiers à rayonnement intercommunal, sous réserve de l'obtention des autorisations nécessaires.

**Article 5 : D'APPROUVER** l'intégration de l'étape Baulou-Foix de l'itinéraire équestre « Boucle des grands sites » au catalogue des sentiers à rayonnement intercommunal, sous réserve de la mise en œuvre effective de l'itinéraire par le Comité départemental de tourisme équestre.

**Article 6 : D'AUTORISER** le président à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

Catalogue actualisé des sentiers à rayonnement intercommunal :

Pratique	Nom de l'itinéraire	Communes de L'agglomération traversées	Distance itinéraire (km)	Distance hors doublon (km)	Entretien (km)
Randonnée	Le Pas du facteur	Arabaux	2,9	2,6	2,5
	Le Picou depuis Brassac	Brassac, Ganac	17,7	14,8	8,38
	Le moulin de la Laurède	Burret	1,6	0	0
	Les 3 moulins	Burret, Brassac, Serres-sur-Arget	10,7	7,87	6,09
	Balade du Saint-Sauveur	Foix	3	1,5	0,9
	Les terrasses du Pech	Foix	3,2	2,1	1,7
	Le Castella de Labarre	Foix	3,5	3,5	2,1
	Le Picou depuis Ganac	Ganac, Brassac	17,7	17,7	8,4
	La randonnée d'Uscla	Le Bosc	6	5,3	5,1
	Le Pech de Limousy	Loubens	6	6	3,1
	Balade du Pech	Montgailhard	7,5	6,6	6,3
	Le pic de Montgailhard	Montgailhard	3,2	2,82	1
	Le circuit du pont du diable	Montoulieu	1,3	0,65	0
	Le circuit du Taus	Montoulieu	14,7	14,4	9,8
	Le chemin des 3 cascades	Prayols	7,1	6,9	3,64
	Le Montcoustan	Saint-Martin-de-Caralp	7	4,4	2,75
	Le tour des hameaux	Serres-sur-Arget	9,2	9,2	4,8

	Le tour du Pic de l'Aspre	Soula	8,2	8,2	4,2
	Les demoiselles de Caraybat	Soula	4,6	1,07	1,07
	Le tour de Vals	Varilhes, Rieux-de-Pelleport	7,3	6,5	3,4
	Le sentier des Vignes	Vira	6,4	6	3,04
<b>Mobilité douce</b>	Le Scios - liaison douce*	Montgailhard, Saint-Paul-de-Jarrat	5,3	5,3	0
<b>VTT</b>	GR78/GT Ariège VTT	Montégut-Plantaurel	7,3	7,3	1,96
<b>Équestre</b>	Boucle Des grands sites	Foix, Ganac, Brassac, Bénac, Serres-sur-Arget, Saint-Martin-de-Caralp, Baulou	25,7	23,89	10,14
<b>Trail</b>	La Roucateille	Montgailhard	8,2	7,9	4
	Bouffat	Montgailhard, Saint-Paul-de-Jarrat, Soula	11	7,15	1,42
	Les Bals	Montgailhard, Soula	8,3	4,88	4,58
	La Crouzette	Montgailhard, Soula	13,8	6,46	5,6
	Les crêtes du Pech	Montgailhard, Soula	23,8	0,3	0
	<b>TOTAL</b>		<b>252,2</b>	<b>191,29</b>	<b>105,97</b>
	<b>Entretien supplémentaire / 2023 (km) :</b>	<b>17,65</b>			

\*ouverture au public conditionnée à l'aménagement préalable de la traversée des Forges de Pyrène le long de la voie ferrée.

**Adopté à l'unanimité** (1 abstention – Véronique Rumeau)

-----

## 22. Culture / Ludothèque - modification des tarifs

Rapporteur : Colette Lagarde-Authié

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du bureau communautaire n°2019/085 en date du 27 novembre 2019 modifiant les tarifs des ludothèques à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;

Considérant que l'augmentation importante des charges afférentes au fonctionnement du service, notamment celles liées aux énergies et au personnel, nécessite de procéder à une évolution des tarifs ;

Il est proposé :

**Article 1 :** **DE FIXER** les tarifs annuels applicables à la ludothèque (site de Ferrières et site de Varilhes) tels que présentés dans le tableau ci-dessous.

Prestation	Résidents de L'agglo Foix-Varilhes	Non-résidents de L'agglo Foix-Varilhes
Familles Emprunt de 5 jeux maxi simultanément	18€	36€
Assistantes maternelles Emprunt de 5 jeux maxi simultanément	Gratuité	36€
Groupes Emprunt et/ou accueil sur place	77€	118€

Ecoles, ALAE et garderies périscolaires, ALSH Emprunt et/ou accueil sur place	Gratuité	118€
--	----------	------

**Article 2 :** **DE PRÉCISER** que ces tarifs seront applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

**Article 3 :** **D'AUTORISER** le président à signer tous documents afférents à la présente délibération.

**Adopté à l'unanimité**

-----

### **23. Culture/ Réseau de lecture - instauration de tarifs pour défaut de restitution ou détérioration d'un document emprunté**

Rapporteur : Colette Lagarde-Authié

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du bureau communautaire n°2017/019 du 26 avril 2017 instaurant la gratuité des droits d'inscriptions dans les médiathèques du réseau de lecture de L'agglo Foix-Varilhes ;

Considérant que cette même délibération prévoyait que les documents non restitués ou détériorés seraient remplacés par l'utilisateur ou remboursés à la valeur d'achat ;

Considérant que l'usage démontre qu'il est difficile pour le personnel des médiathèques d'appliquer strictement cette disposition dans la mesure où les prix d'achat diffèrent selon le fournisseur et que dans le cas précis du DVD, celui-ci doit être acquitté du droit de prêt et de diffusion, attaché au support ;

Afin de simplifier la démarche de remboursement et de la rendre plus efficiente, il est proposé de fixer un tarif de facturation pour chaque type de document, calculé sur la moyenne de la valeur d'achat.

Il est proposé :

**Article 1 :** **DE FIXER** les tarifs applicables aux usagers en cas de non-restitution ou détérioration des documents empruntés dans les médiathèques du réseau de lecture de L'agglo Foix-Varilhes à :

- Livre : 15€
- CD : 20€
- DVD : 30€

**Article 2 :** **DE PRÉCISER** que ces tarifs seront applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

**Article 3 :** **D'AUTORISER** le président à signer tous documents afférents à la présente délibération.

**Adopté à l'unanimité**

-----

### **24. Culture / Conservatoire de musique et théâtre - fixation du tarif "parcours direction d'orchestre"**

Rapporteur : Colette Lagarde-Authié

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération n° 2022/100 du conseil communautaire du 20 juillet 2022 fixant les tarifs applicables aux usagers du conservatoire de musique et théâtre ;

Considérant qu'une nouvelle proposition de parcours pédagogique a été créée au conservatoire de musique et théâtre depuis la rentrée scolaire 2023 : le parcours



« direction d'orchestre ». Ce parcours comprend 4 séances de 9 h chacune, soit 36 heures d'enseignement annuel ;

Considérant que la grille tarifaire en cours ne prévoit pas de tarif spécifique à cette spécialité, il convient donc de fixer le tarif applicable aux élèves qui suivront le parcours « direction d'orchestre » ;

Colette Lagarde-Authié annonce que par décision de la ministre de la culture, l'école de musique et de théâtre de L'agglo vient d'être labellisée conservatoire à rayonnement intercommunal, le 21 novembre.

Philippe Quanon demande s'il serait possible d'avoir un bilan de fin d'année de la première année de conservatoire ?

Il est proposé :

**Article 1 :** **DE FIXER** le tarif annuel applicable au parcours « direction d'orchestre » à :

Résidents de L'agglo Foix-Varilhes			Non-résidents de L'agglo
Tarif plein	QF 411 à 637	QF < 410	Tarif plein
85,10€	63,80€	42,60€	98,50€

**Article 2 :** **DE PRÉCISER** que ces tarifs seront applicables à compter de la prise d'effet de la présente délibération.

**Article 3 :** **D'AUTORISER** le président à signer tous documents afférents à la présente délibération.

**Adopté à l'unanimité**

-----

## **25. Culture / Centre culturel Olivier Carol - modification des tarifs et redevances de mise à disposition des salles**

Rapporteur : Colette Lagarde-Authié

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2022/140 du 16 novembre 2022 déclarant d'intérêt communautaire, au titre de la compétence « équipements sportifs et culturels d'intérêt communautaire », le centre culturel Olivier Carol sis à Foix ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 27 septembre 2023 n° 2023-137, fixant les tarifs de location des salles du centre culturel Olivier Carol pour l'année 2024 ;

Considérant que la grille tarifaire adoptée dans cette délibération avait pour objectifs de valoriser et favoriser la vocation culturelle du lieu tout en maintenant un accès facilité aux associations du territoire ;

Considérant qu'après avoir éprouvé l'application des tarifs adoptés dans la délibération 2023-2017 auprès de plusieurs associations du territoire, il s'avère nécessaire de reconsidérer la tarification applicable aux associations et organismes à but non lucratif du territoire, afin d'accentuer la différence avec celle appliquée aux organismes à but lucratif et aux organismes et associations hors territoire de L'agglo Foix-Varilhes ;

Considérant que les critères généraux demeurent inchangés, à savoir, le caractère culturel ou non de l'évènement, le lieu de résidence de l'utilisateur, le lieu du siège social ou associatif de l'utilisateur ainsi que la présence ou non d'une billetterie ;

Considérant qu'il est recherché une cohérence tarifaire avec les autres équipements mis à disposition par L'agglo aux organismes et associations ;

Il est proposé d'appliquer à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, les tarifs tels que présentés en annexe de la présente délibération pour la mise à disposition des salles du centre culturel Olivier Carol.

Il est proposé :

**Article 1 :** **DE MODIFIER** la délibération n°2023/137 du 27 septembre 2023 portant fixation des tarifs et redevances de mise à disposition des salles du centre culturel Olivier Carol à Foix.

**Article 2 :** **DE FIXER** les tarifs applicables à la mise à disposition des salles du centre culturel Olivier Carol tels que définis en annexe.

**Article 3 :** **DE PRÉCISER** que ces tarifs seront applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

**Article 4 :** **D'AUTORISER** le président à signer tous documents afférents à la présente délibération.

**Adopté à l'unanimité**

-----

## **26. Mobilités / Convention de délégation de compétence d'organisation des transports entre la Région Occitanie et L'agglo Foix-Varilhes - avenant n°3**

Rapporteur : Francis Authié

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des transports ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 13 décembre 2017 approuvant la convention de délégation de compétence d'organisation des transports entre la Région Occitanie et L'agglo Foix-Varilhes et portant sur l'organisation par la Région Occitanie des services réguliers routiers de transport scolaire de l'ensemble des élèves domiciliés et scolarisés à l'intérieur du ressort territorial de L'agglo ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 29 octobre 2018 approuvant l'avenant n°1 à la convention de délégation de compétence d'organisation des transports entre L'agglo Foix-Varilhes et la Région Occitanie (ajout d'un service de transport scolaire) ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 03 « transition énergétique et environnementale », objectif 30 « organiser et développer les transports en commun » action 73 « organiser les transports scolaires et pédagogiques » ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 20 juillet 2022 approuvant l'avenant n°2 à la convention de délégation de la compétence d'organisation des transports entre L'agglo Foix-Varilhes et la Région Occitanie prolongeant la délégation partielle de compétence d'organisation des services de transport scolaire à la Région jusqu'au 8 juillet 2023 ;

Considérant qu'à l'issue de ladite prolongation, conformément aux articles L.1231-1 et L.1231-1-1 du code des transports, L'agglo Foix-Varilhes en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité et par voie de conséquence, autorité organisatrice des services de transport scolaire, organise les services de transport scolaire de l'ensemble des élèves domiciliés et scolarisés à l'intérieur du ressort territorial de L'agglo à compter du 9 juillet 2023 ;

Considérant la délibération de la Commission permanente de la Région Occitanie n°CP/2023-10/11.21 en date du 20 octobre 2023 ;

Considérant qu'en application de l'article 9.3.1 de la convention de délégation, « les contrats en cours à la date de fin de la délégation sont repris par L'agglo Foix-Varilhes qui se substitue à la Région jusqu'à la fin de leur exécution (...) Toutes les dépenses de fonctionnement et d'investissement relatives à la période précédant la date de fin de délégation de compétence mentionnée à l'article 2 de la présente convention seront prises en charges par la Région » ;

Considérant que le présent avenant a pour objet de mettre à jour la liste des services objet de la délégation de compétence (annexe 1 à l'avenant n°3 joint à la présente) et d'arrêter, sans incidence financière, la liste des contrats transférés par la Région à L'agglo Foix-Varilhes à l'échéance de la convention de délégation conformément à l'article 9.3.1 (annexe 2 à l'avenant n°3 joint à la présente) ;

Il est proposé :

- Article 1 :** **D'APPROUVER** l'avenant 3 à la convention de délégation de compétence d'organisation des transports entre la Région Occitanie et L'agglo Foix-Varilhes.
- Article 2 :** **DE PRÉCISER** que la présente convention prend effet à compter du 7 juillet 2023.
- Article 3 :** **DE PRÉCISER** que les crédits nécessaires à l'exécution de la compétence sont inscrits au budget principal de l'exercice en cours.
- Article 4 :** **D'AUTORISER** le président à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**Adopté à l'unanimité**

-----

## **27. Mobilités / Convention dispositif gratuité transports avec le Conseil départemental**

Rapporteur : Francis Authié

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019

Vu la loi du 27 janvier 2024 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles qui désigne le département comme « chef de file » en matière d'aide sociale, d'autonomie des personnes et de solidarités du territoire ;

Vu le règlement général de protection des données (RGPD) ;

Vu la délibération du 23 mars 2022 attribuant à l'entreprise Keolis le contrat de délégation de service public pour l'exploitation de service de transport public routier de voyageurs, de transport à la demande sur le ressort territorial de L'agglo Foix-Varilhes ;

Considérant qu'il est nécessaire de renouveler la convention pour le dispositif gratuité entre le Conseil départemental de l'Ariège et L'agglo Foix-Varilhes ;

Considérant que le Conseil départemental de l'Ariège compensera intégralement les coûts du transport des personnes bénéficiaires de la carte de gratuité (carte solidarité) à L'agglo Foix-Varilhes. Ces recettes seront versées mensuellement sur la base de la présentation d'une facture transmise par l'autorité organisatrice de la mobilité récapitulant la liste anonymisée des voyageurs transportés, les montants et les dates de transport ;

Il est proposé :

- Article 1 :** **D'APPROUVER** la convention pour le dispositif gratuité pour les transports départementaux entre le Conseil départemental de l'Ariège et L'agglo Foix-Varilhes, autorité organisatrice de la mobilité sur son ressort territorial.
- Article 2 :** **D'AUTORISER** le président à signer ladite convention ainsi que tout document tendant à l'application de la présente délibération.
- Article 3 :** **DE PRÉCISER** que la convention est conclue à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2025.
- Article 4 :** **DE PRÉCISER** que les recettes sont ouvertes au compte 7061 du budget mobilité de l'exercice.

**Adopté à l'unanimité**

-----

## **28. Sport / Centre aquatique - tarif de l'intervention d'un maître-nageur auprès des écoles**

Rapporteur : Anne Vilaplana

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2023/113 du 7 juillet 2023 modifiant les tarifs du centre aquatique à compter du 4 septembre 2023 ;

Considérant que le centre aquatique de L'agglo Foix-Varilhes accueille gratuitement l'ensemble des écoles du territoire et avec participation financière, un certain nombre d'écoles extérieures au territoire, conformément aux directives de l'Éducation nationale dans le cadre réglementaire du dispositif « savoir nager en sécurité ».

Considérant que dans le cadre de ces accueils de classes, seuls les enseignants encadrent les séances d'apprentissage de la natation et d'aisance aquatique ;

Considérant la demande partagée des personnels pédagogiques et des communes de bénéficier de l'accompagnement d'un maître-nageur lors de ces séances afin d'en augmenter l'efficacité ;

Considérant que le centre aquatique a recruté un maître-nageur complémentaire pour permettre de répondre à cette demande, que celle-ci présente un réel intérêt pour servir au mieux le plan national de prévention des noyades chez les enfants et les jeunes ;

Considérant le projet pédagogique concerté entre les enseignants des écoles et l'équipe de maîtres-nageurs du centre aquatique ;

Considérant qu'il a été convenu que le coût de ce service sera pris en charge par les communes ou les SIVE utilisateurs, il est nécessaire d'en fixer le tarif. Celui-ci sera calculé sur la base du coût horaire moyen de rémunération des maîtres-nageurs ;

Nathalie Maury demande si en cas d'annulation d'une sortie à la piscine par une école, l'intervention du maître-nageur sera facturée ?

Anne Vilaplana répond par la négative, sauf si les annulations sont trop fréquentes, il faudrait alors revoir le mode de facturation.

Il est proposé :

**Article 1 :** **DE FIXER** les tarifs applicables aux écoles pour la mise à disposition d'un maître-nageur lors des séances d'apprentissage de la natation à 23 € par heure de mise à disposition.

**Article 2 :** **DE PRÉCISER** que ces tarifs seront applicables à compter de la date d'effet de la présente délibération.

**Article 3 :** **D'AUTORISER** le président à signer tous documents afférents à la présente délibération.

**Adopté à l'unanimité**

-----

## **29. Enfance / Modification des tarifs pour les séjours hiver 2024 organisés dans le cadre des accueils de loisirs extrascolaires**

Rapporteur : Michel Caux

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2023/041 du 5 avril 2023 relative à l'action sociale d'intérêt communautaire spécifiant « L'étude, la création, la mise en place, la gestion, l'entretien, le financement de services et structures en direction de l'accueil de l'enfance (dès la scolarisation, jusqu'à 11 ans ou jusqu'au terme de la scolarisation en primaire) : accueil de loisirs extrascolaire agréé durant les périodes de vacances scolaires, accueil périscolaire le mercredi après-midi pour les communes ayant adopté un rythme hebdomadaire de 4.5 jours avec classe le mercredi matin et pour les communes ayant adopté un rythme scolaire de 4 jours sans classe le mercredi matin, mise en œuvre de transports d'enfants aux accueils périscolaires du mercredi après-midi » ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/097 du 7 juillet 2021 attribuant le lot n°3 du marché public « Prestations de services concernant les actions éducatives : accueil de loisirs périscolaire du mercredi après-midi, accueil de loisirs extrascolaire pendant les vacances scolaires » à l'association Les Francas du Pays de Foix ;

Vu la délibération relative à l'approbation de l'avenant n°1 du conseil communautaire n°2023/089 du 31 mai 2023 modifiant le lot n°3 du marché public « Prestations de services concernant les actions éducatives : accueil de loisirs périscolaire du mercredi après-midi, accueil de loisirs extrascolaire pendant les vacances scolaires » à l'association Les Francas du Pays de Foix d'un montant de 41 822 € TTC ;

Considérant que L'agglo Foix-Varilhes n'a appliqué aucune augmentation tarifaire depuis 2018 sur les séjours qu'elle propose durant les vacances scolaires et dont elle a confié l'organisation aux Francas du Pays de Foix ;

Il est proposé d'appliquer une augmentation tarifaire de 5% sur les séjours, d'une durée de cinq jours, organisés lors des vacances d'hiver 2024.

Il est proposé :

**Article 1 :** **D'APPROUVER** les tarifs suivants pour les séjours d'hiver 2024 proposés par L'agglo Foix-Varilhes durant les vacances scolaires, dont l'organisation a été confiée aux Francas du Pays de Foix :

Quotient familial	Plein tarif	Montant aide Caf*	Montant à régler par la famille
< 435	147,00 €	85,00 €	62,00 €
De 435,01 à 530	168,00 €	80,00 €	88,00 €
De 530,01 à 700	189,00 €	55,00 €	134,00 €
De 700,01 à 830	199,50 €		199,50 €
De 830,01 à 1000	231,00 €		231,00 €
De 1000,01 à 1200	262,50 €		262,50 €
> 1200,01	283,50 €		283,50 €

\* Les familles ayant un quotient familial inférieur à 700 peuvent bénéficier de l'aide aux vacances enfants accordée par la Caisse d'allocations familiales (Caf). La famille pouvant prétendre à ladite aide reçoit une notification de la Caf et la présente lors de l'inscription au séjour. La famille règle le montant du séjour, déduction faite de l'aide.

**Article 2 :** **DE PRÉCISER** que ces tarifs sont applicables pour la période du 10 au 25 février 2024.

**Article 3 :** **D'AUTORISER** le président à engager toutes les démarches nécessaires et à signer tout document relatif à ce dossier.

**Adopté à l'unanimité**

-----

### **30. Enfance / Modification des tarifs 2024 des accueils de loisirs extrascolaires et périscolaires du mercredi après midi**

Rapporteur : Michel Caux

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2023/041 du 5 avril 2023 relative à l'action sociale d'intérêt communautaire spécifiant « L'étude, la création, la mise en place, la gestion, l'entretien, le financement de services et structures en direction de l'accueil de l'enfance (dès la scolarisation, jusqu'à 11 ans ou jusqu'au terme de la scolarisation en primaire) : accueil de loisirs extrascolaire agréé durant les périodes de vacances scolaires, accueil périscolaire le mercredi après-midi pour les communes ayant adopté un rythme hebdomadaire de 4.5 jours avec classe le mercredi matin et pour les communes ayant adopté un rythme scolaire de 4 jours sans classe le mercredi matin, mise en œuvre de transports d'enfants aux accueils périscolaires du mercredi après-midi » ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/097 du 7 juillet 2021 attribuant le lot n°3 du marché public « Prestations de services concernant les actions éducatives : accueil de loisirs

périscolaire du mercredi après-midi, accueil de loisirs extrascolaire pendant les vacances scolaires » à l'association Les Francas du Pays de Foix ;

Vu la délibération relative à l'approbation de l'avenant n°1 du conseil communautaire n°2023/089 du 31 mai 2023 modifiant le lot n°3 du marché public « Prestations de services concernant les actions éducatives : accueil de loisirs périscolaire du mercredi après-midi, accueil de loisirs extrascolaire pendant les vacances scolaires » à l'association Les Francas du Pays de Foix d'un montant de 41 822 € TTC ;

Considérant que L'agglo Foix-Varilhes n'a appliqué aucune augmentation tarifaire depuis 2018 sur les prestations d'accueils de loisirs extrascolaires ou périscolaires du mercredi après-midi dont elle a confié l'organisation aux Francas du Pays de Foix ;

Il est proposé d'appliquer une augmentation tarifaire de 5% sur les prestations d'accueils de loisirs extrascolaires et périscolaires du mercredi après-midi.

Il est proposé :

**Article 1 : D'APPROUVER** les tarifs suivants pour les prestations d'accueils de loisirs extrascolaires et périscolaires du mercredi après-midi proposées par L'agglo Foix-Varilhes, dont l'organisation a été confiée aux Francas du Pays de Foix :

Accueils de loisirs extrascolaires :

Quotient familial	Part à régler familles sans bons de la Caf aide aux temps libre (ATL)			Valeur bon ATL / jour	Part à régler familles avec bons ATL		
	Tarif journée	Tarif matin et repas ou repas et après-midi	Tarif matin ou après-midi		Tarif journée	Tarif matin et repas ou repas et après-midi	Tarif matin ou après-midi
< 435	10,50 €	6,30 €	5,25 €	8,00 €	2,50 €	2,30 €	1,25 €
435,01 à 530	11,55 €	7,35 €	5,78 €	7,00 €	4,55 €	3,85 €	2,28 €
530,01 à 700	12,60 €	8,40 €	6,30 €	6,00 €	6,60 €	5,40 €	3,30 €
700,01 à 830	14,18 €	9,45 €	7,09 €		14,18 €	9,45 €	7,09 €
830,01 à 1 000	15,23 €	10,50 €	7,61 €		15,23 €	10,50 €	7,61 €
1 000,01 à 1 200	16,28 €	11,55 €	8,14 €		16,28 €	11,55 €	8,14 €
> 1 200,01	17,33 €	12,60 €	8,66 €		17,33 €	12,60 €	8,66 €

\* Les familles ayant un quotient familial inférieur à 700 peuvent bénéficier de l'aide aux temps libres accordée par la Caisse d'allocations familiales (Caf). La famille pouvant prétendre à ladite aide reçoit une notification de la Caf et la présente lors de l'inscription à l'accueil de loisirs et règle sa participation, déduction faite de l'aide.

Accueils de loisirs périscolaires du mercredi après-midi :

Tranches QF	Repas	Repas et après-midi
< 435	5,25 €	6,30 €
435,01 à 530	5,78 €	7,35 €
530,01 à 700	6,30 €	8,40 €
700,01 à 830	6,83 €	9,45 €
830,01 à 1 000	7,35 €	10,50 €
1 000,01 à 1 200	7,88 €	11,55 €
>1 200,01	8,40 €	12,60 €

**Article 2 : DE PRÉCISER** que ces tarifs sont applicables à compter du 1er février 2024.

**Article 3 : D'AUTORISER** le président à engager toutes les démarches nécessaires et à signer tout document relatif à ce dossier.

**Adopté à l'unanimité**

-----

**31. Ruralité / Attribution d'un fonds de concours à la commune de Baulou au titre du fonds de soutien à la ruralité**

Rapporteur : Danielle Carrière

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment l'axe 4 « Cohésion et solidarités territoriales » ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 21 septembre 2022 approuvant le règlement d'attribution des aides financières de L'agglo Foix-Varilhes en faveur du soutien à la ruralité et ses annexes ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 27 septembre 2023 approuvant la modification du règlement d'attribution des aides financières de L'agglo Foix-Varilhes en faveur du soutien à la ruralité et ses annexes ;

Sont rappelés les principes suivants :

- L'enveloppe globale du fonds de soutien à la ruralité est de 520 302€ et court jusqu'au 31 décembre 2025.
- Ce fonds est dédié aux 35 communes de L'agglo de moins de 1 000 habitants (Insee 2021).
- Il n'est pas cumulable avec les autres fonds de concours de L'agglo (habitat, mobilités, voirie).
- Il prend la forme d'une subvention d'investissement dont le taux d'intervention est fixé à 50% maximum du coût prévisionnel HT du projet, dans la limite de l'enveloppe disponible et de 80% d'aides publiques. La participation de L'agglo ne pourra pas excéder l'autofinancement de la commune.

L'enveloppe disponible pour la commune de Baulou au titre du fonds de soutien à la ruralité s'élève à 17 074€.

Dans ce contexte, la commune de Baulou a sollicité le soutien de L'agglo Foix-Varilhes via le fonds de soutien à la ruralité dans le cadre des trois projets suivants :

- Le projet de sauvegarde et de sécurisation de la grotte, de la crypte et des arcades de l'ancien monastère du Carol

La commune de Baulou se trouve propriétaire du monastère du Carol, la grotte et la crypte à la suite d'une donation de l'ancien maire. Il s'agit désormais d'assurer les premiers travaux d'urgence nécessaires à la sauvegarde et la sécurisation de ces lieux en lien avec l'architecte des bâtiments de France :

- La grotte : dé-végétalisation partielle du site, renforcement de la structure en pierre, fermeture des deux accès latéraux, création d'une porte en bois à l'entrée.
- La crypte : fourniture et pose d'une clôture, deux ouvertures condamnées, dont une avec une porte.
- Le monastère : fermeture des arcades des granges façade sud.

Le coût total de l'opération s'élève à 15 150,77€ HT.

La commune sollicite une partie de l'aide qui lui est dédiée au titre du fonds de soutien à la ruralité de L'agglo, à savoir 49,50% du coût de l'opération, soit 7 500€, sur une assiette éligible de 15 150,77€ HT.

- Le projet de réfection du plafond de l'église communale

En raison du mauvais état du plafond de l'église communale, la sécurité des usagers n'est plus assurée.

La commune de Baulou souhaite réaliser des travaux de sécurisation de celui-ci :

- La dépose des lambris existants.
- La pose d'un nouveau plafond en voliges rabotées, lasurées et traitées.

Le coût total de l'opération s'élève à 12 896,22€ HT.

La commune sollicite une partie de l'aide qui lui est dédiée au titre du fonds de soutien à la ruralité de L'agglo, à savoir 49,60% du coût de l'opération, soit 6 400€, sur une assiette éligible de 12 896,22€ HT.

- Le projet de réfection des voies d'accès aux nouvelles propriétés communales

La commune de Baulou souhaite effectuer la réfection de voies existantes des nouvelles propriétés communales issues du legs de l'ancien maire, qui ont été laissées à l'abandon :

- Le curage fossé existant.
- La création d'un chemin d'accès supplémentaire (75m de longueur) en graviers calcaire, etc.

Le coût total de l'opération s'élève à 15 600€ HT.

La commune sollicite le reste de l'aide qui lui est dédiée au titre du fonds de soutien à la ruralité de L'agglo, à savoir 20,35 % du coût de l'opération, soit 3 174€, sur une assiette éligible de 15 600€ HT.

Il est proposé :

**Article 1 :** **D'ATTRIBUER** à la commune de Baulou un fonds de concours au titre du fonds de soutien à la ruralité :

- D'un montant de 7 500€ pour son projet de sauvegarde et de sécurisation de la grotte, de la crypte et des arcades de l'ancien monastère du Carol, soit 49,50% du coût total de l'opération.
- D'un montant de 6 400€ pour son projet de réfection du plafond de l'église communale, soit 49,60 % du coût total de l'opération.
- D'un montant de 3 174€ pour son projet réfection des voies d'accès aux nouvelles propriétés communales, soit 20,35 % du coût total de l'opération.

**Article 2 :** **D'AUTORISER** le président à notifier les subventions à la commune de Baulou.

**Article 3 :** **DE PRÉCISER** que les crédits nécessaires à ces opérations sont inscrits au budget principal de l'exercice.

**Article 4 :** **D'AUTORISER** le président à engager toute démarche, à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Adopté à l'unanimité**

-----

## **32. Ruralité / Attribution d'un fonds de concours à la commune de Ganac**

Rapporteur : Danielle Carrière

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment l'axe 4 « Cohésion et solidarités territoriales » ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 21 septembre 2022 approuvant le règlement d'attribution des aides financières de L'agglo Foix-Varilhes en faveur du soutien à la ruralité et ses annexes ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 27 septembre 2023 approuvant la modification du règlement d'attribution des aides financières de L'agglo Foix-Varilhes en faveur du soutien à la ruralité et ses annexes ;

Sont rappelés les principes suivants :

- L'enveloppe globale du fonds de soutien à la ruralité est de 520 302€ et court jusqu'au 31 décembre 2025.
- Ce fonds est dédié aux 35 communes de L'agglo de moins de 1 000 habitants (Insee 2021).
- Il n'est pas cumulable avec les autres fonds de concours de L'agglo (habitat, mobilités, voirie).
- Il prend la forme d'une subvention d'investissement dont le taux d'intervention est fixé à 50% maximum du coût prévisionnel HT du projet, dans la limite de l'enveloppe disponible et de 80% d'aides publiques. La participation de L'agglo ne pourra pas excéder l'autofinancement de la commune.



Dans ce contexte, la commune de Ganac a sollicité le soutien du fonds de concours dans le cadre de son projet de rénovation générale et énergétique de la salle communale.

La commune de Ganac est dotée d'un espace salle des fêtes relativement ancien (1983), qui a fait l'objet d'une extension en 1990 et nécessite aujourd'hui des travaux de réhabilitation :

- Mise en accessibilité de l'espace sanitaire.
- Rénovation énergétique du bâtiment.
- Réaménagement des salles pour proposer des destinations élargies (comité des fêtes, associations du village, école, ALAE, etc.), etc.

Le coût total de l'opération s'élève à 504 000€ HT.

L'enveloppe disponible pour la commune de Ganac au titre du fonds de soutien à la ruralité s'élève à 14 988€.

La commune a déjà obtenu une aide de l'État, de la Région, du Département, du SDE09 et sollicite une partie de l'aide qui lui est dédiée au titre du fonds de soutien à la ruralité de L'agglo, à savoir 3% du coût de l'opération, soit 13 500€, sur une assiette éligible de 504 000€ HT.

Après délibération, le solde disponible pour la commune de Ganac au titre du fonds de soutien à la ruralité s'élèverait à 1 488€.

Au regard des critères d'intervention, l'assiette éligible s'élève à 504 000€ HT.

Il est proposé :

**Article 1 : D'ATTRIBUER** un fonds de concours d'un montant de 13 500€ au titre du fonds de soutien à la ruralité à la commune de Ganac, pour son projet de rénovation générale et énergétique de la salle communale, soit 3% du coût total de l'opération.

**Article 2 : D'AUTORISER** le président à notifier la subvention à la commune de Ganac.

**Article 3 : DE PRÉCISER** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.

**Article 4 : D'AUTORISER** le président à engager toute démarche, à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Adopté à l'unanimité**

-----

### **33. Ruralité / Approbation de la modification des statuts du groupement syndical forestier de l'Artillac**

Rapporteur : Danielle Carrière

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Considérant le projet de modification des statuts du groupement syndical forestier de l'Artillac :

- Reprise des trois droits de participation de la communauté de communes de la Haute-Ariège par la commune de Moulis.
- Reprise des cinq droits de participation de la commune d'Auzat par la commune de Castelnaud-Durban.
- Reprise d'un droit de participation de la commune du Fossat par la commune d'Esplas-de-Sérou.

Considérant que les droits de participation sont répartis comme suit :

- Département de l'Ariège : 16 droits de participation
- Commune d'Alzen : 3 droits de participation
- Commune de La Bastide de Sérou : 4 droits de participation
- Commune de Bousenac : 3 droits de participation
- Commune de Carla Bayle : 1 droit de participation
- Commune de Castelnaud Durban : 10 droits de participation
- Commune de Durban sur Arize : 3 droits de participation
- Commune de Esplas de Sérou : 4 droits de participation

- Commune de Gesties : 1 droit de participation
- Commune de Lavelanet : 6 droits de participation
- Commune de Montégut-Plantaurel : 2 droits de participation
- Commune de Montferrier : 1 droit de participation
- Commune de Moulis : 5 droits de participation
- Commune de Rimont : 10 droits de participation
- Commune de Sainte-Croix Volvestre : 1 droit de participation
- Commune de Saint-Lizier : 7 droits de participation
- Commune de Saint-Ybars : 1 droit de participation
- Commune de Serres-sur-Arget : 1 droit de participation
- Commission syndicale de Haute Arize : 6 droits de participation
- L'agglo Foix-Varilhes : 1 droit de participation
- Communauté de communes Couserans Pyrénées : 14 droits de participation

Considérant qu'il est nécessaire d'approuver les nouveaux statuts du groupement syndical forestier de l'Artillac ;

Il est proposé :

**Article 1 :** **D'APPROUVER** la modification des statuts du groupement syndical forestier de l'Artillac.

**Article 2 :** **D'AUTORISER** le président à effectuer toute démarche et à signer tout document, nécessaires à l'application de la présente délibération, et à prendre toute disposition y concourant.

**Adopté à l'unanimité**

-----

### **34. Ressources humaines / Autorisation de signature de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale - approbation du plan d'actions**

Rapporteur : Francis Laguerre

Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/080 du 7 juillet 2021 portant approbation du pacte de gouvernance 2021-2026 ;

Considérant les principes communs de composition des instances de L'agglo Foix-Varilhes, déterminés dans ledit pacte de gouvernance, notamment « Favoriser la parité pour une plus grande féminisation des instances de L'agglo » ;

Considérant l'objectif de L'agglo de signer la Charte européenne pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale, réaffirmant ainsi l'égalité, en tant que principe fondateur de L'agglo Foix-Varilhes ;

Considérant que la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale est destinée aux collectivités locales et régionales d'Europe qui sont invitées à la signer, à prendre publiquement position sur le principe de l'égalité des femmes et des hommes, et à mettre en œuvre, sur leur territoire, les engagements définis dans la Charte ;

Considérant que pour assurer la mise en œuvre de ces engagements, chaque signataire doit disposer d'un plan d'action pour l'égalité ;

Considérant que la proposition de plan d'actions pour l'égalité femmes - hommes est jointe à la présente délibération ;

Considérant que la Charte européenne a été rédigée dans le cadre d'un projet (2005-2006) conduit par le Conseil des Communes et Régions d'Europe. Le projet a été soutenu par la Commission européenne dans le cadre du 5<sup>e</sup> Programme d'action communautaire pour l'égalité des femmes et des hommes ;

Considérant que pour parvenir à l'instauration d'une société fondée sur l'égalité, il est indispensable que les collectivités locales et régionales intègrent pleinement la dimension du genre dans leurs politiques, leur organisation et leurs pratiques ;

Considérant que le plan d'actions témoigne de la diversité des leviers que L'agglo Foix-Varilhes son CIAS actionnent en tant que collectivités employeuses et, pour L'agglo, en tant que pilote de politiques publiques cherchant à répondre aux besoins quotidiens de celles et ceux qui vivent et travaillent sur notre territoire ;

Considérant que le plan d'actions poursuit quatre objectifs :

- La prise en compte et la lutte contre toutes les formes de discrimination.
- Une représentation juste et équilibrée des femmes et des hommes dans toutes les sphères de la prise de décision.
- L'élimination des stéréotypes de genre.
- L'intégration de la dimension de l'égalité dans l'ensemble des activités développées par L'agglo en tant qu'employeur, donneur d'ordre, prestataire de services, aménageur... ainsi que dans l'élaboration des budgets.

Considérant la présentation au comité social territorial lors de sa séance du 27 novembre 2023 ;

Considérant l'avis favorable du bureau communautaire lors de sa séance du 29 novembre 2023 ;

Considérant que le plan d'actions sera évolutif tant dans le recensement que dans le contenu des actions. Il fera l'objet de bilans intermédiaires (présentation annuelle en comité social territorial notamment) et de propositions d'ajustement, en approfondissant la démarche d'association des représentants du personnel et des différents acteurs ;

Il est proposé :

**Article 1 : D'APPROUVER** l'engagement de L'agglo Foix-Varilhes dans la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.

**Article 2 : D'APPROUVER** la Charte européenne de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale.

**Article 3 : D'APPROUVER** le plan d'actions pour l'égalité entre les femmes et les hommes, tel qu'annexé à la présente délibération.

**Article 4 : D'AUTORISER** le président à signer la Charte européenne de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale et tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Article 5 : D'APPROUVER** le plan d'actions pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

**Article 6 : D'AUTORISER** le président à signer et prendre tout acte nécessaire à la mise en œuvre et au déploiement du plan d'actions pour l'égalité entre les femmes et les hommes, et à prendre toute disposition y concourant.

**Adopté à l'unanimité**

-----  
*Marine Bordes quitte l'assemblée.*  
-----

### **35. Ressources humaines / Mise en place d'un régime d'astreintes aux fins des besoins du service transports scolaires**

Rapporteur : Francis Laguerre

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, notamment son article 5 précisant les règles d'organisation des astreintes dans les collectivités locales et leurs établissements publics ;

Vu le décret n°2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'Intérieur ;

Vu le décret n°2005-542 du 19 mai 2005 fixant les modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement ;

Vu l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement ;

Considérant la gestion interne de la compétence transports scolaires, ayant pris effet à la rentrée scolaire de septembre 2023 ;

Considérant les besoins de gestion du service transports scolaires, et notamment les sollicitations du service en dehors des horaires de travail des agents dudit service ;

Considérant la nécessité de mettre en place un régime d'astreintes spécifiques à ce service ;

Vu l'avis favorable du comité social territorial en date du 27 novembre 2023 ;

Considérant qu'une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de sa collectivité ;

Si l'agent doit effectivement intervenir, l'intervention sera considérée comme du temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le temps de déplacement aller-retour sur le lieu de travail.

Cette période pendant laquelle l'agent est soumis à l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité doit être indemnisée au moyen de l'indemnité d'astreinte ou, à défaut, donner lieu à un repos compensateur sous certaines conditions.

La mise en place d'un tel dispositif, susceptible de majorer les risques professionnels et les atteintes à la santé, justifie un encadrement spécifique.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions réglementaires énoncées ci-dessus, de déterminer par délibération, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation ainsi que la liste des emplois concernés.

Il est proposé d'instaurer un régime d'astreintes adapté aux besoins du service transports scolaires, selon ce qui suit.

L'agglo Foix-Varilhes pourra recourir à la mise en place d'une astreinte durant toutes les périodes scolaires. Chaque astreinte aura lieu en semaine hors week-end, soit du lundi au vendredi.

Le personnel concerné est le directeur du pôle habitat, aménagement, mobilités, la chargée des transports scolaires et le chef de projet mobilités.

Le montant de cette astreinte est déterminé par un montant forfaitaire. Le taux actuellement en vigueur est de 45€ brut par semaine.

Un planning pour l'année scolaire est porté à la connaissance des concernés. Si une astreinte est notifiée à un agent moins de 15 jours à l'avance, l'astreinte est majorée de 50%.

Toute intervention durant l'astreinte ouvre droit à une compensation, actuellement à hauteur de 16 € brut.

Ces taux seront révisés selon les textes en vigueur.

Ces dispositions seront réitérées tacitement chaque année, sauf disposition contraire soumise à avis préalable du comité social territorial en amont. Elles seront intégrées dans le règlement intérieur du personnel, à l'occasion de la prochaine mise à jour.

Ces modalités entrent en vigueur à compter de la rentrée scolaire de janvier 2024, soit le lundi 8.

Il est proposé :

**Article 1 : D'INSTAURER** le régime d'astreintes au sein du service transports scolaires, tel que défini ci-dessus.

**Article 2 :** **D'INSCRIRE** au budget les crédits correspondants.

**Article 3 :** **D'AUTORISER** le président à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Adopté à l'unanimité**

-----

**36. Ressources humaines / Création d'un poste d'instructeur-gestionnaire des autorisations d'urbanisme, relevant du cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux, à temps complet**

Rapporteur : Francis Laguerre

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets, dite loi climat et résilience, qui acte le transfert des compétences de police de la publicité extérieure au profit des maires à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 ou, dans certaines conditions, des présidents d'intercommunalités à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024 ou du 1<sup>er</sup> août 2024 ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment au titre de l'axe « Transition énergétique et environnementale » et de l'objectif 36 « Le grand cycle de l'eau », l'action 86 « Elaborer un schéma directeur de gestion des eaux pluviales urbaines » ;

Considérant la poursuite de la mise en œuvre du plan local d'urbanisme intercommunal et d'habitat (PLUi-H) ;

Considérant les besoins en ressources humaines consécutifs au transfert de la compétence gestion des eaux pluviales urbaines, dont L'agglo assumera le plein exercice à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, notamment en termes de production d'avis aux autorisations d'urbanismes et de réponse aux DT-DICT ;

Considérant les besoins éventuels en ressources humaines, dans l'hypothèse d'un transfert au président de L'agglo des pouvoirs de police de la publicité extérieure, notamment en termes d'instructions des demandes d'autorisation, délivrances, contrôles... ;

Considérant la nécessité d'ouvrir un poste à temps complet d'instructeur-gestionnaire des autorisations d'urbanisme ;

Il est proposé à l'assemblée la création d'un poste d'instructeur-gestionnaire des autorisations d'urbanisme, à temps complet, relevant du grade de rédacteur territorial et de rédacteur territorial principal 2<sup>e</sup> classe (catégorie B), auprès du pôle habitat, aménagement et mobilité.

Le grade non utilisé au terme des étapes de recrutement fera l'objet d'une proposition de suppression du tableau des effectifs en comité social territorial (CST), puis en conseil communautaire.

Dans les cas d'impossibilités de recrutement d'agents fonctionnaires, ledit poste sera ouvert à des contractuels de droit public en contrat à durée déterminée ou indéterminée. La rémunération de cet agent sera basée sur la grille de rémunération d'agent fonctionnaire de même grade, avec calcul de reprise d'ancienneté similaire à un fonctionnaire.

Il est proposé :

**Article 1 :** **DE CRÉER** un poste d'instructeur-gestionnaire des autorisations d'urbanisme, relevant du grade de rédacteur territorial et de rédacteur territorial principal 2<sup>e</sup> classe, à temps complet, tels que définis ci-dessus.

**Article 2 :** **D'AUTORISER** la modification du tableau des effectifs, eu égard la création dudit poste.

**Article 3 :** **D'AUTORISER** le président à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Adopté à l'unanimité**

-----

### **37. Ressources humaines / Création d'un poste de responsable des ludothèques, relevant du cadre d'emploi d'animateur territorial, à temps complet**

Rapporteur : Francis Laguerre

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Considérant l'organigramme du service du réseau de lecture et ludothèques ;

Considérant le fonctionnement des ludothèques ;

Considérant la mise en disponibilité de l'agent fonctionnaire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, répondant aux fonctions de responsable des ludothèques ;

Considérant qu'il est nécessaire de stabiliser le bon fonctionnement dudit service ;

Il est proposé à l'assemblée de créer un poste de responsable des ludothèques, relevant du cadre d'emploi d'animateur territorial (catégorie B), à temps complet.

Dans les cas d'impossibilités de recrutement d'agents fonctionnaires, ledit poste sera ouvert à des contractuels de droit public en contrat à durée déterminée ou indéterminée. La rémunération de cet agent sera basée sur la grille de rémunération d'agent fonctionnaire de même grade, avec calcul de reprise d'ancienneté similaire à un fonctionnaire.

Il est proposé :

**Article 1 : DE CRÉER** un poste de responsable des ludothèques, relevant du cadre d'emploi d'animateur territorial (catégorie B), à temps complet, tel que défini ci-dessus.

**Article 2 : D'AUTORISER** la modification du tableau des effectifs, eu égard la création dudit poste.

**Article 3 : D'AUTORISER** le président à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Adopté à l'unanimité**

-----

### **38. Ressources humaines / Création d'emplois pour avancements de grades d'agents titulaires pour l'année 2024**

Rapporteur : Francis Laguerre

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique territoriale ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu le budget intercommunal ;

Vu le tableau des effectifs mis à jour ;

Vu les dix propositions d'avancements de grades 2024 ;

Considérant les postes non pourvus au sein du tableau des effectifs précité ;

Il est proposé de créer les postes suivants afin de donner suite aux possibilités d'avancements de grades, afin de compléter le tableau des effectifs :

Catégorie	Date de création	Grade	Poste	Temps hebdo
B	01/01/2024	Rédacteur principal 1 <sup>ère</sup> classe	Référente administrative et financière au pôle technique	Temps complet
	01/07/2024	Assistant de conservation principal 2 <sup>ème</sup> classe	Agent du réseau lecture	Temps complet
C	14/10/2024	Adjoint du patrimoine principal 1 <sup>ère</sup> classe	Agent du réseau lecture	Temps complet

Les emplois actuellement occupés par les agents concernés par ces avancements de grades seront supprimés ultérieurement, sous couvert d'avis du comité social territorial (CST).

Il est proposé :

**Article 1 :** **DE CRÉER** les postes aux grades mentionnés ci-dessus, dans le cadre d'avancements de grades 2024.

**Article 2 :** **D'AUTORISER** la modification du tableau des effectifs en ce sens.

**Article 3 :** **D'AUTORISER** le président à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Adopté à l'unanimité**

Le président rappelle la tenue :

- De la conférence des maires de L'agglo, le 21 décembre à 18h30 à Crampagna.
- De la conférence des maires du PETR, le 20 décembre à Saint-Jean-de-Verges.
- Des vœux au personnel et aux élus qui se tiendront le mercredi 17 janvier 2023 à 19h aux Forges de Pyrène.

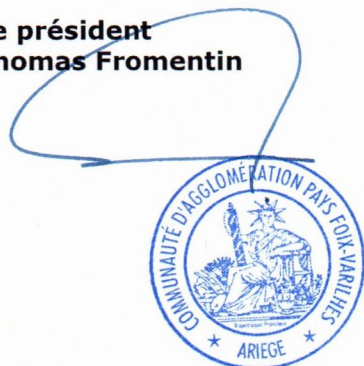
Le président souhaite de joyeuses fêtes de fin d'année.

-----

**Les sujets étant épuisés, la séance est levée à 21h15**

**Foix, le 7 février 2024.**

**Le président**  
**Thomas Fromentin**



**La secrétaire de séance**  
**Monique Gonzalès**

A blue ink signature of Monique Gonzalès, consisting of several fluid, overlapping strokes.